



Groupe interparlementaire d'amitié
France-Pays baltes⁽¹⁾

Estonie, Lettonie, Lituanie : 1918-2018

Actes du colloque du 19 mars 2018

Sous le haut patronage de
M. Gérard LARCHER, Président du Sénat

Palais du Luxembourg
Salle Clemenceau

(1) Membres du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes : M. Olivier HENNO, Président, M. Jean-Marie BOCKEL, Président d'honneur, M. Joël BIGOT, Président délégué pour l'Estonie, M. Édouard COURTIAL, Président délégué pour la Lettonie, M. André REICHARDT, Président délégué pour la Lituanie, M. Jacques BIGOT, Vice-président, M. Christophe-André FRASSA, Vice-président, Mme Nathalie GOULET, Vice-présidente, M. Philippe PEMEZEC, Vice-président, M. Philippe ADNOT, M. Arnaud BAZIN, M. Jérôme BIGNON, M. Philippe BONNECARRÈRE, M. Olivier CADIC, M. Michel CANEVET, M. René DANESI, Mme Catherine FOURNIER, M. André GATTOLIN, M. Jacques GENEST, M. Laurent LAFON, M. Jean-Yves LECONTE, M. Christian MANABLE, Mme Noëlle RAUSCENT, M. Alain RICHARD

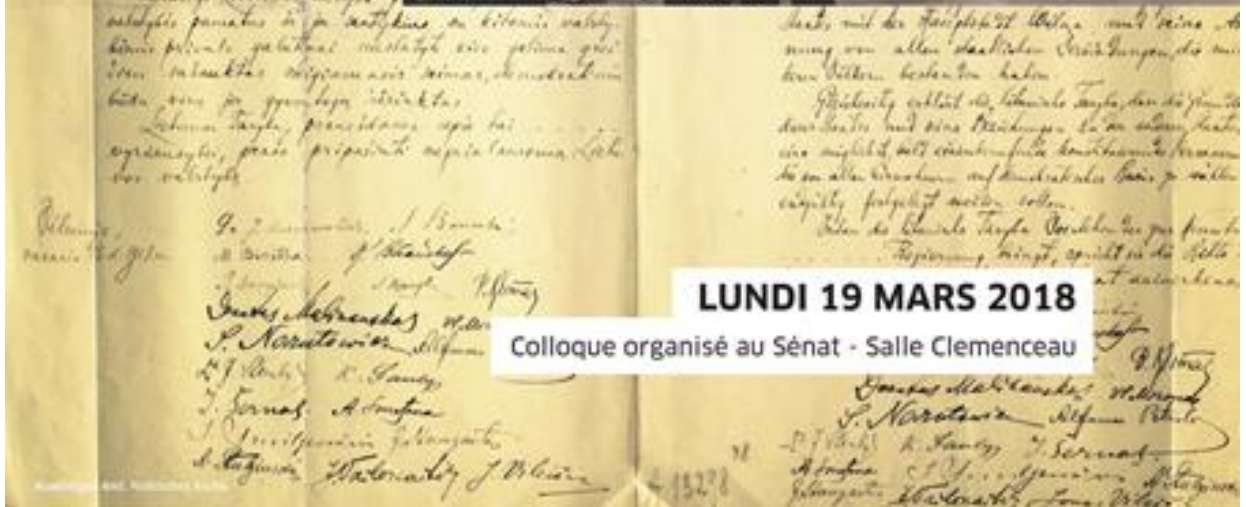
N° GA 152 – Juillet 2018



ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE : 1918-2018



Archives du ministère des Affaires étrangères de la République de Lettonie



LUNDI 19 MARS 2018

Colloque organisé au Sénat - Salle Clemenceau

SOMMAIRE

| | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| OUVERTURE | 7 |
| <i>Message de M. Gérard LARCHER, Président du Sénat</i> | 7 |
| INTRODUCTION | 13 |
| <i>M. Olivier HENNO, Président du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes</i> | 13 |
| TABLE RONDE 1 - RACINES POLITIQUES CONTEMPORAINES | 17 |
| <i>Table ronde animée par M. Yves PLASSERAUD, Président du Groupement pour le Droit des Minorités</i> | 17 |
| M. Kęstutis GIRNIUS, Politologue, journaliste, historien et philosophe lituanien : <i>La Lituanie : une nation inattendue</i> | 19 |
| M. Juris DREIFELDS, Professeur associé à l'université de Brock (Canada), politologue : <i>La politique minoritaire de l'État letton 1920-2018</i> | 22 |
| M. Marek TAMM, Professeur d'histoire culturelle à l'Université de Tallin : <i>L'Estonie entre les empires, une perspective historique</i> | 27 |
| TABLE RONDE 2 - QUELS RÔLES DANS L'EUROPE À VENIR ? | 35 |
| <i>Table ronde animée par Mme Céline BAYOU, Rédactrice Estonie, Lettonie, Lituanie au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et chercheure associée au CREE (INALCO)</i> | 35 |
| M. Ramūnas VILPIŠAUSKAS, Directeur de l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de Vilnius : <i>Souveraineté dans un monde globalisé et économiquement intégré : le cas des États baltes</i> | 37 |
| M. Siim KALLAS, ancien Premier ministre estonien et ancien Vice-président de la Commission européenne : <i>L'expérience estonienne et les évolutions de l'Europe</i> | 41 |
| Mme Vaira VĪĶE-FREIBERGA, ancienne Présidente de la République de Lettonie (1999-2007), Présidente du World Leader Alliance / Club de Madrid : <i>La contribution des États baltes à l'avenir de l'Europe</i> | 44 |
| PROGRAMME DU COLLOQUE | 53 |
| ANNEXES | 57 |
| ANNEXE 1 - PHOTOS DES TABLES RONDES | 59 |
| ANNEXE 2 - OUVRAGES DU FONDS DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DES ARCHIVES DU SÉNAT | 61 |
| ANNEXE 3 - REPRODUCTIONS DE DOCUMENTS HISTORIQUES | 63 |





*Ouverture du colloque par M. Gérard LARCHER,
Président du Sénat*



*Introduction par M. Olivier HENNO,
Président du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes*

OUVERTURE

M. Gérard LARCHER,
Président du Sénat

Madame la Présidente de la République,

Monsieur le Premier ministre,

Madame la ministre, chère Catherine Lalumière,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Monsieur le vice-président de la commission des affaires européennes d'Estonie,

Messieurs les présidents des groupes d'amitié Lituanie-France et Lettonie-France des parlements de Lituanie et de Lettonie,

Monsieur le président du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes du Sénat, cher Olivier Henno,

Monsieur le président délégué, cher collègue Joël Bigot,

Cher Édouard Courtial, souffrant, que j'excuse,

Chers collègues parlementaires,

Mesdames et Messieurs les professeurs et chercheurs,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux, avec nos collègues, de vous accueillir cet après-midi au Palais du Luxembourg pour ouvrir ce colloque organisé par le groupe d'amitié France-Pays baltes du Sénat, présidé par notre collègue Olivier Henno, en partenariat avec les ambassades d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie.

Je salue également nos ambassadeurs, particulièrement Mme l'ambassadrice.

J'aperçois au premier rang Claude Huriet et Denis Badré, anciens collègues, qui ont beaucoup œuvré au Sénat, à un moment historique, en faveur des relations entre notre pays et les pays baltes.

2018 constitue une année symbolique, durant laquelle nous allons célébrer le centième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale et célébrer le centième anniversaire de l'indépendance de vos trois pays baltes, dont l'histoire et le rôle restent encore un peu trop méconnus dans notre pays.

On a l'habitude de parler de vous comme d'une entité commune. Or on aurait tort de ne pas vous distinguer, parce qu'il existe des différences enrichissantes entre vos trois pays, qu'il s'agisse de la langue, de l'Histoire ou de la culture.

Si vous êtes unis par la géographie et les vicissitudes de l'Histoire, chacun de vos pays n'en a pas moins sa singularité.

L'objet de votre première table ronde sera d'ailleurs de revenir sur ce siècle d'Histoire mouvementée. Un certain nombre de personnalités, d'universitaires et de chercheurs interviendront à cette occasion, et je les en remercie.

Je pense à l'annexion brutale de vos trois pays par l'Union soviétique, à la fin du printemps 1940, à l'application du pacte germano-soviétique, à l'occupation nazie en 1941, puis à la domination soviétique subie pendant 50 années par vos trois pays. Malgré la terreur et les souffrances, les déportations et les vagues de répression, vous avez su, au cours de ces 50 années, préserver votre culture, votre langue et votre identité.

Le président Mitterrand, qui fut le premier dirigeant occidental à se rendre en visite officielle dans les pays baltes, le 14 mai 1992, devant le Parlement de Lituanie – je le cite – déclarait : « *Nous avons suivi avec ferveur votre combat pour la liberté et les péripéties douloureuses qui ont accompagné cette conquête* ».

À cet égard, je rappelle que notre pays, depuis le général de Gaulle, n'a jamais reconnu l'annexion de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie par l'Union soviétique.

Plus encore, la France a conservé pendant plus d'un demi-siècle l'or qui lui avait été confié par vos trois pays, avant de le restituer en 1991.

Je voudrais rendre hommage au rôle majeur que vous avez joué dans la dissolution de l'Union soviétique.

Jeune parlementaire, je me remémore avec émotion l'image de cette chaîne humaine de près de deux millions de citoyens reliant vos trois capitales, Tallinn, Riga et Vilnius, un certain 23 août 1989, qui a constitué le signe visible et courageux de l'espoir de vos peuples et de leur lutte exemplaire pour la liberté et l'indépendance.

Depuis le recouvrement de votre souveraineté, vous pouvez être fiers du chemin parcouru. En quelques décennies, vous avez entrepris des transformations majeures pour édifier des États indépendants fondés sur les valeurs de la démocratie et de l'État de droit, tout en réformant vos économies.

Vos trois pays sont à la fois membres, depuis 2004, de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne. Vous avez fait le choix d'une intégration résolue au sein de l'Union européenne, en appartenant à la fois à l'espace Schengen et à la zone euro. Vous êtes devenus des partenaires incontournables.

Aujourd'hui, s'il n'existe plus de menaces directes pesant sur l'Europe, le monde n'est pas pour autant devenu plus paisible, et le contexte géopolitique est même parfois plus imprévisible.

Face au fléau terroriste et aux défis migratoires au sud, face au réarmement de la Russie à l'est ou aux incertitudes liées à la politique de notre allié américain depuis l'arrivée du président Trump, nous ne devons pas baisser la garde.

Alors que nos amis britanniques ont décidé de nous quitter, ce contexte ne fait que renforcer à mes yeux la nécessité pour les Vingt-Sept de préserver leur unité et de renforcer leur coopération.

J'ai la conviction profonde que nous devons absolument éviter la fragmentation et la réapparition de lignes de fracture sur notre continent, notamment entre Ouest et Est, Nord et Sud.

C'est d'ailleurs le message que j'ai porté aux plus hautes autorités polonaises lors de mon déplacement à Varsovie, du 13 au 15 février dernier.

C'est aussi le message que je porterai au Parlement de Bucarest, devant tous les présidents des parlements d'Europe centrale, lors de la conférence des pays du V9, le 18 avril prochain, durant laquelle j'interviendrai en tant qu'invité spécial et, bien sûr, à Tallinn, les 23 et 24 avril, lors de la conférence des présidents des parlements de l'Union européenne, à l'invitation du président du Parlement estonien.

En effet, c'est lorsqu'elle est unie et solidaire que l'Europe peut faire entendre sa voix sur la scène internationale. L'Union européenne doit trouver un nouvel élan. Ce sera d'ailleurs l'objet de votre seconde table ronde.

Cette relance devrait à mon sens être centrée autour d'initiatives concrètes, dans des domaines qui répondent aux attentes des citoyens. Nous devons nous montrer pragmatiques. Ne perdons pas de temps dans des débats autour de ce qui pourrait apparaître parfois comme des gadgets institutionnels ou de futurs traités improbables et difficiles à atteindre. Ce qu'attendent les citoyens de l'Europe, me semble-t-il, c'est d'abord l'efficacité.

Sur le plan de la sécurité et de la défense, vous le savez, la France est très engagée au Sahel et en Afrique pour lutter contre les terroristes islamistes aux côtés des pays africains. Tout récemment – c'était il y a deux semaines – je me suis rendu auprès des militaires français au Tchad et au Niger.

Rendant hommage à leur action, je me suis rendu au lac Tchad, dans un camp de réfugiés, où j'ai pu mesurer les défis qui sont à relever en matière de terrorisme, de climat, mais aussi en termes de confrontations religieuses ou en termes démographiques.

Je rappelle que Lagos, en 2006, comptait 7 millions d'habitants. Aujourd'hui, on en dénombre 21 millions, et ils seront 40 millions avant 2050.

Si on ne prend pas cette réalité en compte, nous devons relever d'autres défis dramatiques.

Je tiens à cette occasion, devant les éminentes personnalités de vos trois pays ici présentes, à vous remercier pour votre contribution à l'Europe de la défense, en particulier sur les théâtres d'opérations africains.

La France a besoin de ses partenaires européens pour l'aider à mener le combat contre le terrorisme, qui concerne toute l'Union européenne. Malgré les progrès enregistrés, notre pays a parfois le sentiment d'être un peu seul.

Si notre armée est fortement mobilisée pour protéger l'Europe des menaces au Sud, nous n'oublions pas pour autant les menaces à l'Est.

Ainsi la France contribue-t-elle, notamment avec nos avions, à la police du ciel des trois États baltes. Elle participe aussi au renforcement de la présence de l'OTAN à l'Est avec le déploiement de soldats français, comme en Estonie en 2017 et en Lituanie cette année.

Je ne vous cache pas que j'ai proposé au Président de la République d'aller symboliquement encore un peu plus loin.

À l'avenir, face aux évolutions et menaces sur la scène internationale, il paraît indispensable que les Européens prennent davantage leur destin en main et se dotent d'une politique étrangère commune, appuyée sur une défense commune à la fois crédible et autonome qui soit complémentaire de la mission de l'OTAN.

Face au défi migratoire, nous avons aussi besoin de plus d'Europe. Le gaulliste que je suis - qui fut parfois eurosceptique - s'est rendu il y a moins de trois semaines à Niamey, auprès de la mission EUCAP Sahel. J'ai pu y apprécier les progrès accomplis : alors qu'il partait chaque jour d'Agadez 1 000 migrants en direction de la Libye, il en part aujourd'hui moins de 100.

La loi 035/2015 votée par le Parlement nigérien a enfin donné à ce pays les moyens de lutter contre les trafics et les passeurs. Imaginons qu'avant 2011, c'étaient les agences de voyages d'Agadez qui répondaient au besoin de main-d'œuvre du régime de Kadhafi ! Il s'agit donc d'un changement de mentalité extraordinaire qu'il faut conduire avec les populations locales. Je pense à nos amis nigériens, que nous ne pouvons abandonner face aux difficultés économiques qu'ils rencontrent.

Les politiques européennes - formations de policiers ou de gendarmes pour lutter contre les trafiquants, accompagnement au retour, facilités de réinsertion dans les pays d'origine, soutien au développement - mises en place au sommet de La Valette, en novembre 2015, font preuve, je dois le reconnaître, d'une efficacité certaine lorsqu'elles s'articulent avec les mesures prises par les autorités nationales des pays d'origine ou de transit. Toutefois, il faudra aborder très concrètement la question démographique - 7,6 enfants par femme au Niger.

Aujourd'hui, c'est la situation aux portes de l'Europe, en Libye, qui doit concentrer nos efforts. Près d'un million de migrants y est bloqué. Au-delà des réponses à apporter à la crise libyenne, il nous paraît indispensable de renforcer les contrôles aux frontières extérieures et les moyens accordés à l'agence Frontex afin d'accroître son efficacité.

Enfin, une Europe qui protège, c'est aussi une Europe fondée sur des valeurs communes, une convergence sociale et fiscale, une Europe qui sait préserver et défendre ses intérêts en matière commerciale.

Je l'ai dit à Varsovie, devant la réunion plénière du Sénat, ce qui n'était pas si facile – et je le répète devant vous, tranchant parfois avec certains de mes amis politiques – je ne suis pas partisan d'une Europe à plusieurs vitesses qui établirait des distinctions entre les États membres.

Dans une Europe marquée par le Brexit, il m'apparaît essentiel de ressouder la famille européenne. Vos trois pays jouent un rôle important à ce sujet, me semble-t-il. C'est ce que je dirai d'ailleurs à Bucarest, le mois prochain.

La célébration du centième anniversaire de vos indépendances représente une opportunité pour renforcer nos relations bilatérales, faire davantage connaître vos trois pays, leur Histoire, leur culture, mais aussi leur réalité économique et sociale. Je pense que les parlements ont un rôle important à jouer, et je voudrais saluer la contribution de notre groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes, de son président, Olivier Henno, et des trois présidents délégués, Joël Bigot, Édouard Courtial et André Reichardt.

Qu'il s'agisse des relations politiques, économiques ou culturelles, des opportunités me paraissent exister pour renforcer nos relations. Je pense bien entendu aux échanges économiques en matière d'infrastructures – notamment de transports –, dans le domaine du numérique, et des start-ups, ou encore du tourisme, de la recherche et de l'innovation, mais aussi en matière de cybersécurité, sujet essentiel, dont nous savons qu'il constitue une menace dont la première identification eut lieu il y a longtemps, à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat français.

Le musée d'Orsay va accueillir, du 10 avril au 15 juillet, une importante exposition consacrée au symbolisme dans les pays baltes. Elle sera l'occasion de présenter au public français les œuvres d'artistes de vos trois pays qui se sont inspirés du courant artistique européen, tout en forgeant un langage propre et original, par le recours aux éléments de la culture populaire.

Je forme le vœu que ce colloque et ce centième anniversaire permettent de donner un nouvel élan à notre coopération pour que vive l'Estonie, vive la Lettonie, vive la Lituanie, vive la France, et vive l'amitié entre la France et les pays baltes.

INTRODUCTION

M. Olivier HENNO,

Président du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes

Madame la Présidente de la République,

Monsieur le Premier ministre,

Madame la ministre,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Mesdames et Messieurs les professeurs et chercheurs,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Nous avons, au Sénat, une vraie préoccupation d'ouverture sur l'Europe et sur le monde. Le beau discours que vient de prononcer le président Larcher en est le témoignage. Le militant européen que je suis a particulièrement apprécié la portée de ses paroles, et je souhaitais le lui faire savoir.

Au nom du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes, je vous souhaite la bienvenue au Palais du Luxembourg pour ce colloque « Estonie, Lettonie, Lituanie : 1918-2018 », organisé en partenariat avec les ambassades des trois pays. Ce projet, imaginé en 2016, est placé sous le haut patronage du président du Sénat, M. Gérard Larcher.

Il s'agit à l'origine d'une initiative conjointe de Son Excellence M. Alar Streimann, ambassadeur d'Estonie, Son Excellence M. Imants Liegis, ambassadeur de Lettonie, et Son Excellence M. Dalius Čekuolis, ambassadeur de Lituanie, qui ont sollicité notre groupe d'amitié pour célébrer le centenaire des trois pays.

Leur Histoire est un condensé de l'Histoire européenne, et si les pères fondateurs ont voulu créer l'Europe, c'est aussi pour éviter les soubresauts que vous avez connus.

Je tiens à vous remercier chaleureusement, messieurs les ambassadeurs, pour cette initiative qui nous a réjouis. C'est un grand honneur pour notre groupe d'amitié de vous accueillir au Sénat pour la célébration de ce centenaire, organisée conjointement par l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie.

Cet événement sera suivi très prochainement par l'importante exposition consacrée au symbolisme balte qu'accueillera le musée d'Orsay, du 10 avril au 15 juillet, que le grand public pourra ainsi découvrir.

Dans le domaine des relations internationales, on est souvent attaché aux questions politiques et économiques, mais moins aux questions culturelles. Or celles-ci sont tout aussi importantes pour mieux se connaître, se découvrir et travailler ensemble de manière apaisée.

Le colloque d'aujourd'hui se situe dans la continuité de ceux organisés par le passé par notre groupe d'amitié, qu'il s'agisse du colloque de 2009, à l'occasion du vingtième anniversaire de la « Voie balte », évoquée par M. le président, ou encore du colloque consacré au vingtième anniversaire de notre groupe interparlementaire d'amitié en 2011.

À cet égard, il me paraît important de rappeler brièvement l'histoire de notre groupe interparlementaire d'amitié. Pour avoir un présent et un futur, il faut être fier de son passé.

C'est l'occasion pour moi de rappeler que, dès le 15 mai 1990, 90 sénateurs s'étaient regroupés afin de demander la constitution d'un groupe d'amitié interparlementaire à l'initiative du sénateur Charles Descours et du sénateur Claude Huriet – ici présent, que je salue.

La « Voie balte », c'est un mouvement populaire extraordinaire qui mérite d'être célébré. On imagine le courage physique qu'il a fallu avoir à cette époque.

Je me suis moi-même rendu en Estonie en 1992, à Tallinn. Il existait là-bas à l'époque à la fois un formidable espoir, mais beaucoup de choses étaient à reconstruire. Je pense que vous avez été au rendez-vous de ces ambitions. Ceci mérite d'être salué.

En l'absence de relations officielles entre la France et les pays baltes, le groupe est né sous la forme d'une organisation associative, « l'Association Parlementaire France-Pays Baltes », avant de se constituer ultérieurement en groupe d'amitié interparlementaire, le 13 novembre 1991.

Depuis sa création, le groupe n'a cessé de multiplier les initiatives au service de l'amitié franco-balte, au moyen notamment d'échanges interparlementaires, de rencontres avec les ambassadeurs et des personnalités des trois pays, grâce à l'engagement de ses présidents et de ses membres.

Je salue Denis Badré, qui a succédé à Claude Huriet à la présidence du groupe de 2001 à 2011.

Mon engagement, c'est que le groupe interparlementaire d'amitié poursuive son action et que ce colloque s'inscrive non pas comme un point d'arrivée, mais comme une volonté de poursuivre et d'approfondir notre amitié avec vos trois républiques.

Au nom de tous les membres du groupe interparlementaire d'amitié, je tiens à remercier chaleureusement les personnes qui vont intervenir et qui nous font l'honneur d'être présentes afin de partager leur analyse et leur expérience. Je salue également les modérateurs qui ont accepté l'importante mission d'animer les débats.

Merci à toutes et à tous d'avoir rempli cette salle, montrant ainsi l'intérêt que vous portez à ces trois républiques et à leur histoire.

Deux tables rondes vous sont proposées. La première est consacrée aux aspects historiques. La seconde ouvrira une réflexion prospective sur la vision européenne de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie.

Chateaubriand disait : « *Je n'aime pas le monde qui vient, mais ce n'est pas une raison pour ne pas s'y préparer et le voir arriver avec beaucoup de lucidité* ». C'est l'exercice auquel nous nous livrons aujourd'hui.

Je veux signaler aussi la très belle exposition de documents d'archives consacrés aux trois pays baltes dans le foyer Clemenceau, ainsi que les ouvrages des fonds anciens de la bibliothèque du Sénat relatifs à l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Avant de céder la parole aux intervenants, je forme le vœu que les débats de cet après-midi soient fructueux, que ce colloque soit aussi un moment de convivialité, et que nous puissions nous retrouver lors du vernissage de l'exposition sur le symbolisme dans les pays baltes le 9 avril prochain.

Je vous souhaite à toutes et tous, et à nos amis estoniens, lettons et lituaniens, une très belle année du centenaire.

Vive l'Estonie, vive la Lettonie, vive la Lituanie, vive la France, et vive l'amitié franco-balte !

TABLE RONDE 1 - RACINES POLITIQUES CONTEMPORAINES

*Table ronde animée par M. Yves PLASSERAUD,
Président du Groupement pour le Droit des Minorités*

Ont participé à cette table ronde :

M. Kęstutis GIRNIUS, Politologue, journaliste, historien et philosophe lituanien : *La Lituanie : une nation inattendue*

M. Juris DREIFELDS, Professeur associé à l'université de Brock (Canada), politologue : *La politique minoritaire de l'État letton 1920-2018*

M. Marek TAMM, Professeur d'histoire culturelle à l'Université de Tallin : *L'Estonie entre les empires, une perspective historique*

M. Yves PLASSERAUD - Je voudrais tout d'abord remercier le Sénat qui nous offre des conditions matérielles incomparables, les interlocuteurs qui nous ont aidés à préparer la réunion ainsi que les ambassades, pour avoir initié cette réunion opportune et sympathique.

Qu'il me soit permis, en introduction, de présenter en quelques mots l'origine des États dont il sera question au cours de ces tables rondes car si la majorité d'entre vous sont familiers avec ces pays, il n'en va peut-être pas de même pour tous.

Les Estoniens constituent l'une des plus anciennes populations fixées sur leur territoire en Europe, où leur présence remonte à 10 000 ans, tandis que les ancêtres des Lettons et des Litvaniens sont, eux, arrivés plusieurs milliers d'années avant notre ère dans la région. Ils y sont demeurés depuis, cet ensemble balte donnant progressivement naissance à trois peuples (Lettons, Litvaniens et Borusses, aujourd'hui disparus), puis, au XX^{ème} siècle, à deux États, la Lettonie et la Lituanie.

Il est important de souligner une donnée essentielle pour la compréhension de ces peuples : les Estoniens sont un groupe de langue finno-ougrienne, proche du finnois, alors que les langues des deux nations du sud, la Lettonie et la Lituanie, appartiennent au groupe balte de la famille indo-européenne.

D'autres peuples ont autrefois parlé des langues baltes, mais ceux-ci ont disparu et les Baltes actuels - les Lettons et les Lituaniens - sont aujourd'hui les seuls représentants de cette famille.

Après une ethnogenèse lituanienne intervenue vers l'an mille, un grand État lituanien, connu sous le nom de grand-duché de Lituanie a joué, pendant cinq siècles, un rôle de premier plan dans l'histoire de l'Europe. Au terme d'une histoire complexe, ce pays, bien qu'indépendant, s'est trouvé culturellement sous influence polonaise, tandis qu'à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle, il était dominé politiquement par la Russie.

Les territoires des Estoniens et des Lettons, quant à eux, ont été conquis par des chevaliers germaniques au XII^{ème} siècle pour ensuite subir une longue domination allemande relayée au XVII^{ème} siècle par la Russie.

Un mouvement de renaissance nationale se fit jour au sein des trois peuples à la fin du XIX^{ème} siècle, lequel aboutit à la proclamation des indépendances de 1918, à l'issue d'une guerre de libération nationale prenant elle-même la suite de la Première Guerre mondiale. La période de liberté nationale de ces trois États entre les deux guerres mondiales ne dura que vingt ans, mais c'est dans ces éphémères indépendances que s'ancre l'habitus de la période actuelle, les trois républiques d'aujourd'hui ayant en effet succédé, en fait et en droit, aux républiques baltiques d'avant-guerre.

Vient ensuite la période tragique d'une brève occupation soviétique, suivie d'une longue occupation nazie, puis d'une très longue ère soviétique, qui a tour à tour décimé les populations, exterminé les communautés juives de la région et considérablement fait souffrir les trois peuples. Durant cette douloureuse époque, la flamme balte ne s'est pourtant jamais éteinte. Le président Larcher a rappelé que la France, avec quelque autres États, n'avait d'ailleurs jamais accepté *de jure* la perte d'indépendance de ces États.

C'est ce qui a permis aux trois peuples, lorsque la *perestroïka* a desserré le joug soviétique (1985), de susciter des mouvements d'expression de l'identité nationale. Qualifiés de « révolutions chantantes », ceux-ci se sont progressivement transformés en mouvements de libération nationale, à l'occasion de la déstabilisation de l'Union soviétique - et non de sa disparition, les indépendances baltes ayant été conquises alors même que les chars russes occupaient encore ces territoires.

C'est cette histoire complexe, ainsi que les enjeux et les défis du présent que vont évoquer les trois orateurs de cette première table ronde: Marek Tamm (directeur de recherches à l'Université de Tallinn), Juris Dreifelds (enseignant à l'Université de Toronto) et Kestutis Girnius (chercheur à l'Institut de relations internationales et de sciences politiques de Vilnius).

Je cède à présent la parole à Kęstutis Girnius, spécialiste des sciences politiques, historien, philosophe, il a également été journaliste, notamment à Radio Free Europe. Il va évoquer la situation et les perspectives de son pays, la Lituanie.

M. Kęstutis GIRNIUS - Mesdames et Messieurs, on évoque pour la première fois la Lituanie en l'an 1009. Les annales de Quedlinburg parlent du site où Bruno de Querfurt, moine et évêque, a été tué par les païens. En moins de 300 ans, les tribus lituaniennes se sont réunies et ont créé un État qui allait de la mer Baltique à la mer Noire. Le rétablissement de l'État lituanien en 1918, puis en 1990, est la preuve de sa volonté de liberté et de son rôle dans la famille des nations. Beaucoup d'historiens estiment aujourd'hui que l'entre-deux-guerres n'a constitué qu'une seconde guerre de trente ans, qui a débuté en 1914 pour s'achever avec la mort d'Hitler.

La recréation de l'État lituanien, de la Lettonie et de l'Estonie, en 1918, a constitué le premier chapitre d'une guerre contre la colonisation qui a cessé en 1991.

La Lituanie est une nation ancienne, même si elle ne l'est pas autant que la France, et solide.

L'entre-deux-guerres constitue une période durant laquelle les Lituaniens modernes sont devenus des citoyens à proprement parler. Auparavant, peu d'entre eux se considéraient comme Lituaniens. Ils étaient en relation avec leur village, leur région, leur religion, mais certains ne connaissaient même pas le terme de « Lituanien ». Certains individus éclairés s'intéressaient à leur peuple, sans toutefois être suffisamment nombreux.

La nation a cependant survécu, et les ruisseaux, grâce à la conscience nationale, sont devenus des rivières, puis des fleuves.

La Lituanie a retrouvé son indépendance, mais elle serait restée un pays arriéré sans la Première Guerre mondiale et la défaite de ses deux voisins, l'Allemagne et la Russie.

Les historiens considèrent que ceci a permis de changer l'esprit de la population. Au début du XX^{ème} siècle, les Lituaniens étaient en retard sur les autres peuples européens, plus encore que les neuf autres nationalités non russes de l'empire des Tsars.

Les paysans lituaniens n'avaient pas de conscience nationale. L'élite était « polonisée ». Le clergé était divisé entre, d'une part, d'ardents patriotes et, d'autre part, des traditionnalistes qui considéraient les nationalistes comme une menace pour l'unité catholique. L'indépendance de la Lituanie fut donc moins le résultat d'un sentiment nationaliste que de l'implosion des puissances voisines.

Il est plus facile d'identifier les facteurs qui ont retardé la constitution de la nation lituanienne. Avant le XIX^{ème} siècle, la nationalité et la culture influençaient peu les politiques. Après les guerres napoléoniennes, la Russie a conservé la Finlande, Stockholm a reçu la Norvège, la Belgique d'alors est devenue un pays à part entière, et l'Autriche a reçu la Lombardie et Venise. Les dirigeants ne s'intéressaient pas aux langues de leurs sujets, et les sujets n'accordaient pas d'intérêt à la nationalité de leurs dirigeants.

L'industrialisation a changé tout cela. La société moderne est basée sur le partage du travail, et l'éducation devient plus importante que tout autre domaine. L'emploi et la dignité dépendent en effet de l'éducation. Les paysans ont migré vers les villes. Ils se sont soit assimilés, soit ont vécu dans la discrimination, réclamant dès lors une éducation dans leur langue.

Dans le monde moderne, on est politiquement uni avec ceux qui partagent notre culture. Benedict Anderson voyait la nation comme une communauté imaginaire, ceux qui vivent dans des villages ne connaissant même pas leurs concitoyens. Les livres et les journaux permettent aux lecteurs de s'identifier avec d'autres lecteurs dans une autre partie du monde. La bourgeoisie n'aurait pu devenir réellement une classe sociale sans la presse. Il n'existait pas de bourgeoisie illettrée, alors qu'on pouvait trouver une noblesse illettrée.

Les villes sont des terrains de l'industrialisation et de la culture. Peu de Lituanais s'installaient dans les villes. Ils n'y étaient nulle part majoritaires. Même à Vilnius, ils ne représentaient que 3 % de la population.

Dans beaucoup de petites villes, les Lituanais ne composaient qu'un quart de la population. 90 000 d'entre eux travaillaient dans les villes russes et presque 250 000 ont émigré vers les États-Unis.

Le contraste avec l'Estonie est saisissant. En 1897, 19 % des Estoniens vivaient dans les villes, représentant 68 % des habitants des villes estoniennes. Les villes sont très importantes pour la culture, la science et les arts. On ne peut construire d'opéra, de théâtre ou d'université dans un village.

Le fait que la première pièce de théâtre écrite en lituanien ait été produite dans une étable du village de Palanga, sur la côte baltique, démontre le côté arriéré de la Lituanie et le manque d'infrastructures nécessaires au progrès culturel.

Toutes les classes sociales ne jouent pas le même rôle dans le développement d'une conscience nationale. L'élite intellectuelle, les hommes d'Église, les hommes d'affaires sont mieux éduqués et peuvent mobiliser les masses. Or on trouvait peu d'intellectuels en Lituanie. Moins de 10 % des Lituanais avaient accès à l'éducation.

On comptait par ailleurs très peu d'écoles pour soutenir le changement. La situation était très sombre.

En 1913, seuls huit jeunes lycéens lituanais ont été diplômés à Vilnius, et neuf à Kaunas. Même dans les villes où ils étaient plus nombreux, peu étaient diplômés. La situation était pire encore pour les filles.

En 1911, 29 lycéens lituanais ont obtenu leur diplôme, puis 65 dans les années qui ont suivi.

La russification et la slavisation ont crû dans les régions de l'Est. Les Biélorusses peuplaient Vilnius à 45 %. À la fin du siècle, on n'y comptait plus que 17,5 % de Lituaniens.

On constatait la même chose partout en Lituanie, où l'on parlait également beaucoup polonais.

L'indépendance est arrivée tardivement. Sans les événements de 1918, il ne se serait peut-être rien passé en 1988. Cela peut paraître pessimiste, mais pourquoi ce qui avait duré des siècles n'aurait pas perduré encore 70 ans ?

Les Lituaniens sont demeurés lituaniens parce que la noblesse ne s'intéressait pas à la langue de ses serfs. Les Tsars ont commencé à russifier la Lituanie dans la deuxième partie du XIX^{ème} siècle, sans que cela soit très efficace.

L'Allemagne, sous Bismarck, a mieux réussi, et le nombre de Lituaniens parlant lituanien a encore baissé.

Sans nos vingt années d'indépendance, la conscience lituanienne serait semblable à celle des Biélorusses, qui ne sont pas encore une nation, malgré le projet de construction que leur dirigeant russophile a commencé à mettre en place.

Au début de la Première Guerre mondiale, l'idée d'indépendance n'était irréaliste ni dans les pays d'Europe centrale ni dans les pays de l'Est.

La question principale était de savoir si ces pays seraient sous domination russe ou allemande. En 1918, on comptait peu de résistance contre les Bolcheviks, mais le changement est survenu rapidement.

En 1919, après l'occupation de Vilnius par les Polonais, les Lituaniens ont spontanément réclamé l'armement de la population afin d'engager une guerre civile.

À l'exception de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, tous les États ont dû intervenir pour consolider l'idée de nation.

Selon Eugen Weber, en France, en 1863, un quart de la population des communes ne parlait pas français. En 1906, 25 % des conscrits français ignoraient les raisons pour lesquelles on célébrait le 14 juillet.

Trois facteurs ont joué un rôle important dans la consolidation de la nation française, l'éducation universelle, qui a permis de faire en sorte que chaque élève parle français, la construction d'écoles, ainsi que celle de chemins de fer, qui a fait reculer l'inaccessibilité de certains territoires.

La construction de la nation n'est donc pas une idée spontanée. La culture ne peut exister sans soutien.

La vie en Lituanie indépendante n'était pas facile. Il s'agissait d'un État sans traditions, où l'ordre démocratique a été remplacé par un régime autoritaire en 1926.

Les inégalités sociales furent nombreuses pendant la dépression. Les minorités polonaises et allemandes s'étaient réconciliées pour vivre en Lituanie, et les militaires consumaient une grande partie des fonds de l'État.

Cependant, durant ces vingt ans d'indépendance, l'engagement en faveur de la nation et l'envie de choisir son propre destin se sont développés. Après la guerre, davantage de jeunes hommes se sont enrôlés dans l'armée, des villages entiers ont soutenu les partisans, et des centaines de milliers de personnes ont été déportées en Sibérie ou sont passées à l'ouest.

La dévotion vis-à-vis de la nation a été transmise aux générations suivantes. C'est ce qui a permis que la Lituanie tente de démanteler l'empire soviétique.

L'amour de la nation s'est révélé être l'un des événements les plus importants de 1918. La sécurité s'est trouvée fragilisée durant l'entre-deux-guerres, et la Pologne a été le plus grand ennemi de la Lituanie jusqu'en 1938.

L'Allemagne ne s'est pas résolue à perdre la région de Klaipėda. Moscou a souhaité à nouveau occuper les terres. Malgré l'hostilité de la Russie, la Lituanie est aujourd'hui membre de l'Union européenne et de l'OTAN.

L'État lituanien est maintenant sûr de perdurer. La plupart des jeunes Lituniens parlent couramment anglais et peuvent trouver des emplois à l'Ouest.

Quand on se moque d'une culture ou d'une langue, le peuple réagit. Les Lituniens ont voulu reconquérir leur dignité, même si l'Internet a créé une large communauté où l'anglais pourrait conférer à la langue lituanienne un statut de dialecte mineur.

Depuis un siècle, un dialogue s'est instauré entre la nation et l'État. Si l'État a disparu en 1940, le sentiment de nation a cependant perduré.

L'État est aujourd'hui solide, mais on ne sait si la nation pourra relever tous les défis.

Le politologue bulgare Ivan Krastev craint que, dans cent ans, plus personne en Bulgarie ne parle bulgare. Or les Lituniens sont encore moins nombreux que les Bulgares !

M. Yves PLASSERAUD - Nous allons maintenant entendre Juris Dreifelds, qui vit et travaille au Canada. Il va nous entretenir d'un sujet particulièrement important en Lettonie aujourd'hui, la question des minorités, et tout particulièrement celle de la réforme du système scolaire, tout à fait d'actualité.

M. Juris DREIFELDS - En premier lieu, je voudrais commencer par reprendre les mots employés par M. Girnius : à l'origine, l'indépendance n'a pas inspiré plus d'enthousiasme en Lettonie qu'en Lituanie. Un historien letton a dit que la plupart des Lettons étaient agnostiques.

C'est la Première Guerre mondiale qui a permis à la Lettonie d'acquiescer son indépendance. Sans les Estoniens, puis les soldats polonais, peut-être n'y aurait-il pas eu de Lettonie libre.

Vous ne le savez peut-être pas, mais en 1918-1919, la plupart des personnes en Lettonie étaient favorables aux communistes. Lors des élections de 1917, 70 % des Lettons ont voté pour les communistes. Dans les forces armées, les tirailleurs étaient même favorables aux communistes à 90 %.

Lénine pensait d'ailleurs que la Lettonie serait le premier pays qui pourrait donner accès à l'autre partie de l'Europe, et spécialement aux pays scandinaves.

Toutefois, l'armée estonienne et les Rouges, qui ont occupé le pays durant cinq mois, ont perdu la confiance du peuple. Dans la Lettonie libre, les communistes ne sont jamais parvenus à obtenir plus de 10 %.

Les minorités et l'éducation sont l'un des sujets les plus importants que l'on devrait traiter en Lettonie.

En tout état de cause, je pense que, pour l'instant, il est essentiel de se rendre compte de ce qu'il faut faire vis-à-vis des minorités linguistiques et de l'éducation dans ce domaine.

La question de savoir si l'éducation en Lettonie doit être dispensée dans la seule langue lettone vient d'être soumise au Parlement en deuxième lecture. J'en parlerai à l'issue de ma présentation.

En Lettonie, la population est composée à 7 % de Biélorusses, Ukrainiens, Polonais, Russes, mais ces derniers sont tous russophones ! Seulement 1 % des minorités ont décidé d'adopter la langue lettone et de s'intégrer à cette communauté linguistique.

La minorité russophone vit dans une sphère médiatique russophone, regarde la télévision russe, lit les journaux russes. La plupart de ces informations proviennent de Moscou et de Vladimir Poutine ! Beaucoup d'orientations politiques sont donc en très grande partie influencées par un pouvoir extérieur aux frontières lettones.

Au Canada, où se posent aussi des questions concernant la francophonie et l'anglophonie, on parle de « deux solitudes ». Les solitudes lettones, quant à elles, sont bien plus intégrées sur le plan géographique et ne sont pas concentrées dans une seule région.

L'autre point qu'il convient de souligner, c'est le fait que ces solitudes sont intégrées sur le plan économique. Ferdinand Tönnies parle de *Gesellschaft* – la société, où l'intégration se fait sur la base économique – et de *Gemeinschaft* – la communauté, qui est basée sur la culture et la communication.

Or le fait que les frontières entre les différents plans s'effacent peut constituer un grand obstacle à l'intégration.

Quelles sont les origines des minorités lettones ? D'où vient le peuple letton ? La minorité russophone est arrivée sur le tard en Lettonie. 80 % de ses membres y sont parvenus après la Seconde Guerre mondiale, lorsque la Lettonie était occupée. L'enseignement était alors dispensé en russe. Imaginez que les Mexicains, de nos jours, exigent que tous les services soient rendus en espagnol aux États-Unis ! Je pense que M. Trump ferait un arrêt cardiaque !

Il est important de retenir que ces migrants avaient des institutions qui leur convenaient totalement. Pas besoin d'apprendre la langue locale. Après l'indépendance du pays, 19 % des citoyens seulement parlaient letton *a minima*.

Après la Seconde Guerre mondiale, cinq minorités parlaient la langue. Auparavant, le paysage ethnique était bien plus équilibré. Pas un seul groupe ethnique n'était capable de promouvoir ses propres intérêts. Pendant plusieurs milliers d'années, la Lettonie a été peuplée par deux groupes ethniques, les Lettons et les Livoniens, dont la langue ressemblait à l'estonien.

Aujourd'hui, on ne compte plus qu'une demi-douzaine de natifs Livoniens, et on prend leur déclin en exemple comme avertissement pour expliquer que si les Lettons n'y prennent garde, ils disparaîtront comme eux.

Selon la linguiste Ina Druviete, le letton fait partie des 300 langues qui ne sont pas menacées, sur un total mondial de 7 000. On peut donc respirer pendant un certain temps !

La première minorité étrangère lettone remonte au XII^{ème} siècle, époque à laquelle les Frères de l'épée, des seigneurs teutons, ont répandu le christianisme à travers le pays, où ils sont restés, devenant l'élite qui a régné sur le pays jusqu'en 1914. Ils ont survécu à l'arrivée de différentes puissances étrangères comme la Suède, la Lituanie, la Pologne et la Russie.

La Lettonie est également devenue un refuge pour deux minorités, les starovères, ou vieux-croyants russes, et les juifs. Les vieux-croyants ont fui les persécutions religieuses en Russie. Certains, pour éviter d'être tués, sont partis pour les États-Unis, où ils ont été accueillis comme réfugiés. La plupart se sont installés dans le Latgale, au sud-est de la Lettonie, à côté de la frontière russe.

Par ailleurs, presque toutes les grandes villes comptaient une majorité de juifs parmi leur population. D'autres Juifs sont arrivés dans la Courlande, une province occidentale au bord de la mer, ainsi qu'à Riga, qui connaissait à l'époque un grand développement économique grâce aux installations portuaires. Riga a été le plus grand port de la Russie tsariste de l'époque.

En 1897, les juifs représentaient 30 % des citoyens de la Courlande et 8,4 % de la population de Riga.

En fait, rien n'a changé, si ce n'est qu'à l'époque les Lettons formaient 68 % de la population, les Russes 12 %, les juifs 7,4 % et les Allemands 6,2 %.

La déclaration d'indépendance de la Lettonie, qui a eu lieu le 18 novembre 1918, est intervenue bien plus tard qu'en Lituanie ou en Estonie. Riga était en effet un grand centre industriel où l'on trouvait des Russes blancs, des Russes rouges, des Lettons rouges, des Allemands, ainsi que des Prussiens, qui voulaient s'emparer d'une partie de la Lettonie. Aujourd'hui, les Lettons veulent partir, mais à l'époque, ils voulaient rester sur place.

La plupart des Lettons, qui voyaient leurs deux voisins lutter pour leur indépendance, essayaient d'en faire de même. L'indépendance, *de facto*, n'est intervenue qu'en 1920.

En tant que nouvel acteur de la carte européenne, la Lettonie a cherché à respecter les déclarations de la Société des Nations concernant l'éducation des minorités. De nombreux soutiens politiques furent apportés à la construction de l'État. Beaucoup de personnes avaient en effet combattu ensemble durant la guerre. Parmi celles ayant soutenu la création d'écoles dispensant l'enseignement des langues minoritaires, on compte des personnalités comme Jānis Rainis ou le ministre des Affaires étrangères Zigfrīds Anna Meierovics, dont le père était juif.

En 1922, on dénombrait 1 500 écoles financées par le gouvernement, dont 500 servaient les besoins des minorités linguistiques. Cinq groupes ethniques - allemands, russes, polonais, juifs et biélorusses - détenaient le droit de siéger au sein du conseil de chaque école et de prendre des décisions autonomes.

D'une façon générale, l'école élémentaire obligatoire fut financée par l'État. Ce dernier a également apporté beaucoup d'aides à l'éducation secondaire.

Après la prise du pouvoir par l'ancien Premier ministre Kārlis Ulmanis, on a assisté à une période d'acceptation interethnique.

Kārlis Ulmanis est arrivé au pouvoir en mai 1934, à l'occasion d'un véritable coup d'État. Son objectif était d'arrêter les fascistes afin qu'ils ne prennent pas le pouvoir, mais il redoutait également que l'Union soviétique ne s'en empare. D'aucuns estiment qu'il s'agit d'une excuse pour justifier ce qui s'est passé...

Kārlis Ulmanis a bien plus insisté sur la langue lettone que d'autres jusqu'alors. Les Lettons d'origine, ou ceux dont un des parents était letton, devaient assister aux cours lettons.

Des organisations bien plus conservatrices ont par ailleurs été créées pour organiser les écoles, comme le groupe juif Agoudat Israël.

Sous Kārlis Ulmanis, le letton est devenu la seule langue officielle pour les échanges entre les États et les transactions commerciales. Jusque-là, on employait l'allemand et le russe. La langue lettone devenant prédominante, de plus en plus d'enfants ont fréquenté les écoles lettones, les parents estimant que c'était là que se trouvait l'avenir du pays.

En 1939, beaucoup de groupes minoritaires ont énormément souffert lors de la déclaration de guerre et à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop passé entre l'Union soviétique et les nazis.

Les Allemands baltiques ont été l'un des premiers groupes à quitter le pays. 52 000 personnes, qui étaient en Lettonie depuis 700 ans, ont été rapatriées. Elles savaient qu'Hitler arrivait et voulaient éviter l'occupation soviétique et les répressions qu'elles redoutaient.

Lors de la première année de l'occupation soviétique, une bonne partie des élites lettones fut déportée, ainsi que beaucoup de juifs et de Russes. Selon une étude, 12,5 % de ceux qui ont été déportés étaient d'origine juive, laissant la communauté sans *leader*.

Quand les nazis ont occupé le pays, plus de 80 % des juifs du pays ont été tués. Seuls environ 20 % ont survécu.

Le retour de la puissance soviétique s'est révélé désastreux pour les écoles linguistiques minoritaires. Les communistes les ont fermées presque toutes, ne permettant qu'aux écoles russes et lettones de rester ouvertes. Les dernières écoles polonaises furent éliminées en 1949.

Sans entrer dans le détail, la politique d'éducation des Soviétiques en Lettonie reposait sur une russification à petits pas.

Une des premières écoles destinées aux groupes minoritaires a à nouveau ouvert en 1989. Beaucoup d'autres ouvertures ont ensuite eu lieu jusqu'en 2004.

Tout s'est plutôt bien passé, jusqu'à ce qu'une nouvelle loi soit votée obligeant la minorité russophone à se familiariser avec la langue lettone.

Jusqu'alors, il suffisait de suivre l'enseignement consacré aux différents aspects de la vie culturelle dispensé dans les écoles du pays. Ces cours n'ont toutefois été prodigués que dans environ 60 % des écoles secondaires et absolument pas dans les écoles primaires. Cette politique a donc été un échec.

On a suggéré par référendum que le letton devienne la langue de toutes les écoles, mais l'idée a été rejetée. On a alors proposé que l'enseignement secondaire repose sur la langue lettone et que celle-ci soit enseignée à 80 % dans les écoles primaires de niveau 7 à 9, et à 50 % dans les écoles de niveau 1 à 5.

Toutefois, dans le secondaire, on peut enseigner l'histoire, la culture et la littérature dans la langue de son choix.

Il y a donc beaucoup de flou. On ne sait si le Président de la République de Lettonie, Raimonds Vējonis, compte s'exprimer à ce sujet. Il a hésité avant d'accepter cette loi. Il dispose en effet d'un pouvoir de veto. Or sa mère est d'origine russe. Quant à son opposant principal, Egils Levits, il a des origines juives. Il existe donc une représentation assez diversifiée au sommet de l'État.

L'objectif de cette loi est d'intégrer davantage les minorités et d'améliorer leurs connaissances ainsi que leurs capacités à s'exprimer en letton.

On ne sait si ce sera le cas. Chaque Letton a son point de vue. Je me garderai d'exprimer le mien, mais la question est de savoir quel va être le devenir des jeunes russes qui connaissent le letton et qui refusent de parler cette langue. Celle-ci est devenue une arme politique et entraîne de plus en plus de confrontations.

Si on les compare aux normes mondiales, les exigences linguistiques des écoles lettones sont plutôt libérales. En Russie, il n'existe pas de cours en langue ukrainienne. Les Américains s'excitent chaque fois que l'on parle d'augmenter l'enseignement en espagnol. La France connaît aussi des débats concernant l'enseignement de la langue corse, et le gouvernement britannique ne finance pas non plus l'enseignement du polonais.

La langue livonienne, qui a été à l'époque parlée par la moitié de la Lettonie, a aujourd'hui disparu. Des milliers d'autres langues se sont également éteintes au cours des siècles. La plupart des Lettons ont décidé que leur langue ne devait pas mourir ni connaître le même sort que le livonien.

Quelques spécialistes linguistiques, en Estonie, parlent encore le livonien, qui est utilisé par un groupe linguistique qui réside dans le pays.

M. Yves PLASSERAUD – Nous allons à présent donner la parole à Marek Tamm, qui est professeur d'histoire culturelle et d'épistémologie des sciences culturelles à l'université de Tallinn. Il va nous éclairer sur un sujet bien différent.

M. Marek TAMM – Ce qui surprend et fascine dans l'histoire de l'Estonie – mais je pense que cela vaut aussi pour les autres pays baltes – c'est son cours imprévisible et mouvementé.

Ce petit pays a été conquis et occupé au cours des siècles par des voisins puissants. Malgré tout, le peuple estonien a pu conserver sa langue, sa culture, son identité, tout en fondant son propre État, il y a presque cent ans.

Ceci soulève deux grandes questions.

Tout d'abord, comment comprendre cette succession de pouvoirs au cours des siècles ? Existe-t-il un mécanisme qui explique cette histoire mouvementée, agitée, tourmentée ?

En second lieu, comment expliquer que le peuple estonien ait pu survivre à toutes ces occupations et ces conquêtes en conservant sa langue et sa culture ? Pourquoi les Estoniens ne sont-ils pas devenus Allemands, voire Russes ? Ceci aurait été parfaitement logique étant donné cette histoire compliquée.

Ce sont ces questions qui vont guider mes réflexions.

Comment comprendre l'histoire de l'Estonie ?

Il existe deux façons d'expliquer l'histoire d'un pays ou d'une nation, d'abord par une perspective interne, en expliquant l'histoire d'un pays à travers son peuple et les décisions prises par celui-ci, ensuite par une perspective externe, comparative ou transnationale par rapport à ses voisins ou aux autres puissances.

J'adopterai aujourd'hui la perspective externe pour répondre à la question qui me préoccupe.

Selon moi, l'explication de l'histoire mouvementée de l'Estonie est fort simple, sinon simpliste. Le destin historique de ce pays s'est joué entre deux empires qui ont connu différents noms et différentes formes : l'Est et l'Ouest, l'empire russe et l'empire germanique.

Le mécanisme de développement de ces deux puissances qui ont grandement influencé le destin historique de l'Estonie est typique de tous les empires. Il s'agit d'un mécanisme d'intégration et de désintégration.

Le destin de l'Estonie a toujours été fortement lié à l'intégration ou à la désintégration des empires voisins.

Je tiens à préciser que je n'utilise pas le mot d'« empire » dans un sens historique, mais dans le sens de grand ensemble multinational, multiculturel, multilinguistique et de grand marché intérieur.

De ce point de vue, l'histoire de l'Estonie se résume selon moi à six périodes. Je ne parle ici que de l'histoire issue de sources écrites, et non de la préhistoire, dont on sait relativement peu de choses.

La première phase de l'histoire de ce pays commence par son intégration à l'empire germanique et par la conquête et la christianisation de l'Estonie comme de la Lettonie. Cette première phase va du début du XIII^{ème} siècle jusqu'au milieu du XVI^{ème} siècle. C'est l'époque médiévale de l'Estonie.

Cette époque marque aussi l'intégration à l'Europe du pays, qu'on appelait alors la Livonie et qui comprenait également la Lettonie. Elle consacre également son intégration religieuse, avec l'enracinement du catholicisme, économique - qui correspond à la période de la Hanse, ce réseau de villes marchandes autour de la mer Baltique - sociale et politique, notamment à travers les ordres militaires et religieux de l'époque.

D'un point de vue interne, il s'agit d'une perte d'identité et d'indépendance, d'une christianisation forcée, d'une colonisation.

La seconde phase de l'histoire de l'Estonie correspond à la désintégration de l'empire germanique et à son intégration de l'Europe et à l'empire suédois.

En effet, à l'époque médiévale succède une période de guerre un peu trouble appelée la guerre de 100 ans. Cette deuxième période, qui va du milieu du XVI^{ème} siècle jusqu'au début du XVIII^{ème} siècle, est marquée par des conflits militaires, notamment entre la Russie, la Pologne, la Lituanie, le Danemark et la Suède.

Cet épisode est également connu en Estonie comme l'ère suédoise. La partie nord du pays a fait partie de l'empire suédois à partir du milieu du XVI^{ème} siècle, le territoire étant devenu entièrement suédois à partir de 1625.

Cette deuxième époque se termine par la désintégration de l'empire suédois et de l'empire russe dirigé par Pierre le Grand.

Commence alors la troisième période de l'histoire de l'Estonie, qui va du début du XVIII^{ème} siècle jusqu'au début du XX^{ème} siècle.

Cette époque, durant laquelle l'Estonie a fait partie de l'empire russe, est la meilleure. C'est une période riche. C'est à cette époque que l'on assiste à la naissance du mouvement estophile puis nationaliste, qui prépare le terrain à la fondation de l'État estonien.

La quatrième phase est celle de la désintégration de l'empire russe, de la création de l'État estonien et des autres États baltes. Il faut d'ailleurs souligner que l'idée de créer son propre État est assez récente. Elle s'est développée en 1917-1918. Avant cette période, personne en Estonie n'aurait pensé à créer un État estonien indépendant de la Russie – mais c'est un problème qui dépasse le cadre qui m'intéresse ici.

Cette courte période d'indépendance entre les deux guerres mondiales n'est pas une période d'une autonomie totale, mais l'Estonie s'oriente très clairement vers l'Europe occidentale.

Néanmoins, ce fut la première période dont on a pu profiter, en l'absence de grands empires – ou en présence d'empires affaiblis – pour créer l'indépendance.

La cinquième phase correspond à l'intégration de l'empire soviétique, à côté de la désintégration de l'Europe occidentale.

Ceci résulte de la Seconde Guerre mondiale et du fameux pacte germano-soviétique entre ces deux empires totalitaires, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, à l'issue duquel on a partagé le littoral oriental de la Baltique, les pays baltes ayant été attribués à l'Union soviétique.

La sixième phase marque la désintégration de l'empire soviétique et l'intégration européenne.

L'Estonie et les deux autres pays baltes ont profité de ce moment pour proclamer leur indépendance et, forts de leur expérience historique, ont décidé de s'orienter vers l'Ouest.

L'indépendance de l'Estonie va de pair avec son intégration dans l'Europe occidentale, symbolisée par son adhésion, en 2004, à l'Union européenne.

Je suis profondément convaincu que le destin de l'Estonie dépend toujours de ce même mécanisme d'intégration et de désintégration des empires. C'est pourquoi je crois que l'Estonie a eu tout à gagner du projet d'intégration européenne.

Comment comprendre la survie de la langue et de la culture estoniennes ?

Tout d'abord, après les conquêtes allemande et danoise, au début du XIII^{ème} siècle, se sont formées en Estonie deux communautés sociales, culturelles et linguistiques assez autonomes. L'une était composée des élites germanophones fortement urbanisées, l'autre de paysans estoniens qui représentaient la majorité du pays. Il y a eu très peu de contacts entre elles. Déjà, à l'époque, on établissait une distinction très nette entre les Allemands et les non Allemands - les Estoniens.

De fait, le clivage social était identique au clivage linguistique et culturel. Pour faire carrière, il fallait changer de langue.

En outre, aucune colonisation massive de paysans n'a eu lieu en Estonie à l'époque.

Des projets de faire venir des colons allemands en Estonie ont vu le jour dès le XIII^{ème} siècle jusqu'au XVIII^{ème} siècle. Fort heureusement, cette idée n'a pas abouti. C'est cette situation qui a permis aux Estoniens de cultiver leur propre culture écrite et orale face aux élites.

Par ailleurs, cette société balto-germanique fut une société très conservatrice et fermée. Les élites balto-germaniques n'ont pas soutenu l'émancipation des paysans estoniens, préférant conserver leur rang.

Les premiers intellectuels estoniens n'ont donc pas pu intégrer facilement les élites germanophones. C'est par défaut qu'ils sont devenus des intellectuels nationalistes, protégeant la langue et la culture estoniennes.

Paradoxalement, le processus de russification, à partir des années 1890, n'a eu qu'un impact très limité sur les Estoniens, tandis qu'il a beaucoup affaibli les positions des élites germanophones.

Juste avant la Première Guerre mondiale, la position des germanobaltes était affaiblie, et celle des Estoniens s'était renforcée grâce à la russification. C'est à la suite de la désintégration de l'empire russe que les Estoniens ont pu, du jour au lendemain, fonder leur propre État.

Il est très peu probable que l'Estonie puisse contrôler seule son destin. Sa position géopolitique entre les deux grands empires ne lui laisse pas vraiment le choix, sauf à essayer de tirer le maximum de la situation qui se présente. Jusqu'ici, on a plutôt bien joué.

On pourrait dire que l'on fait actuellement partie de l'empire européen. L'Union européenne ne constitue pas un empire au sens propre. Il faut prendre cette affirmation comme une métaphore : en effet, il s'agit d'un empire bien particulier, qui renforce la souveraineté des États membres.

C'est néanmoins un empire dans la mesure où il comporte un marché intérieur, un ensemble multiculturel, multinational et multilingue. L'histoire de l'Estonie se joue en quelque sorte actuellement au sein de l'Union européenne, qui est la meilleure et l'unique constellation politique pour un pays qui veut conserver son identité politique, mais qui doit faire partie d'une unité géopolitique bien plus large pour survivre.

M. Yves PLASSERAUD - On a peu évoqué l'émigration des jeunes Baltes vers l'Occident, phénomène d'hémorragie qui touche de façon terrible la Lettonie et la Lituanie et, dans une moindre mesure, l'Estonie.

Il faut resituer ces chiffres par rapport à la taille modeste de la population des trois États en question : la Lituanie est tombée en dessous de 3 millions d'habitants, l'Estonie est légèrement au-dessus de 1,3 million d'habitants, la Lettonie se situant entre les deux.

Le départ de centaines de milliers de jeunes qui partent travailler au Royaume-Uni, en Allemagne ou aux États-Unis pose un problème grave.

Comment les États baltes réagissent-ils face à cette situation ?

De la salle - M. Jean-Daniel TORDJMAN - Je suis président du Club des ambassadeurs. Quelle est la justification historique de Kaliningrad et l'importance de sa population russe ? Des Baltes y vivent-ils ?

Quel est le degré de menaces, notamment en termes de communication, entre la Russie et cette enclave ?

M. Kęstutis GIRNIUS - Les Russes ont remporté la guerre. Ils ont conservé la plupart des Allemands qui vivaient là-bas, alors que les peuples baltes en sont partis. Je pense qu'ils composent 85 % de la population. Ils ne lâcheront jamais ce territoire.

Des menaces naissent à partir de Kaliningrad. On parle de couper les pays baltes de la Pologne si des troupes arrivent jusqu'à Kaliningrad.

Je pense que ces menaces sont exagérées : Vladimir Poutine est malgré tout sensé et rationnel. Il sait que l'OTAN est une puissante organisation.

Si l'Occident ne défendait pas les pays baltes, il y aurait une réaction de la part de l'OTAN. Vladimir Poutine vient d'être élu pour six ans. Je pense que Kaliningrad sera encore là au terme de son mandat, ainsi que les pays baltes.

M. Juris DREIFELDS - Il est intéressant de noter que Kaliningrad fut donnée par les Alliés à l'Union soviétique pour une période de 50 ans. Les 50 ans sont révolus, mais aucun Russe ne souhaite bien entendu en parler.

Ce qu'il faut également prendre en compte, c'est que Kaliningrad n'est viable ni du point de vue de la sécurité ni du point de vue économique, pas plus que du point de vue démographique.

Je ne serais guère surpris par une initiative allemande accompagnée de quelques milliards de dollars... Imaginez les résultats qu'ils pourraient obtenir en cas de référendum, compte tenu des retraites dont bénéficient les Allemands ! La Cour suprême russe interviendrait comme l'a fait la Cour suprême espagnole, en affirmant qu'aucun référendum n'est contraignant.

De la salle - M. Dominique DUBARRY - Je voudrais associer à la très importante question de l'émigration celle de l'immigration. Je crois que les deux sujets méritent d'être abordés.

M. Marek TAMM - Je suis peu inquiet à propos des questions d'émigration. L'Estonie, depuis trois ans, est devenue un pays d'immigration et non d'émigration. Il entre dans le pays davantage de personnes qu'il n'en sort.

Ces départs étaient prévisibles après l'intégration dans l'Union européenne. Je trouve d'ailleurs formidable que les jeunes puissent voyager et se déplacer. Je suis également heureux de constater que de plus en plus des gens entrent en Estonie.

Quant à l'immigration non européenne, en Estonie plus que dans tous les deux autres pays baltes, c'est plus un sujet de rhétorique qui fait partie du débat public qu'une véritable question. Seules quelques dizaines de personnes sont arrivées en Estonie ces dernières années via les programmes de l'Union européenne. Environ 2 000 à 3 000 Européens se sont établis en Estonie pour y travailler.

Je ne crois pas que l'immigration soit la question la plus importante en Estonie, pas plus que celle de l'émigration.

Peut-être mes collègues baltes portent-ils une autre appréciation.

M. Yves PLASSERAUD - La situation de l'Estonie est particulière. Qu'en pensent les deux autres pays baltes ?

M. Kęstutis GIRNIUS - L'émigration lituanienne constitue un problème important. Tous les gouvernements se sont engagés à le résoudre. Il provient du fait que les gens gagnent mal leur vie et ont une retraite moyenne de 300 euros par mois.

La tentation est grande de quitter le pays lorsqu'on compare le revenu moyen par habitant à ceux de l'Occident.

Beaucoup de personnes partent à l'étranger et envoient de l'argent chez eux. Le nombre de personnes qui sont revenues a augmenté au cours des deux dernières années. Des Ukrainiens se sont également installés mais, de façon générale, le problème n'a pas été résolu. Ce serait un miracle si notre économie se développait à un rythme de 5 % par an pendant dix ans. Ce genre de situation ne se rencontre qu'aux États-Unis !

M. Juris DREIFELDS - Je pense qu'il en va de même en Lettonie. Nous avons connu une émigration de 200 000 personnes au cours des quinze dernières années, principalement des jeunes. Certains vont peut-être revenir mais, selon les sondages, moins d'un tiers d'entre eux l'envisage.

L'autre problème provient du potentiel d'immigration. Les employeurs du BTP veulent employer des Biélorusses, des Ukrainiens, etc. Je pense qu'on est là sur un terrain glissant.

Il faut par ailleurs tenir compte de la question des réfugiés. En cas de guerre en Biélorussie, ou de guerre civile en Russie, que ferait-on si tous les réfugiés décidaient de passer en Lettonie ? On est tenu, aux termes des accords internationaux, de les accepter. Que ferait-on s'il fallait en accueillir d'un seul coup 500 000 à un million ? C'est une question qui n'a pas été résolue. Réfléchissez aux conséquences potentielles !

De la salle - Mme Chantal de BOURMONT - J'ai été ambassadeur de France en Estonie pendant plusieurs années.

Marek Tamm a évoqué l'intégration et la désintégration des pays baltes par rapport aux empires. Vous avez cité l'empire russe et l'Union européenne, mais je ne vous ai pas entendu parler de l'OTAN, qui représente d'une certaine façon la sécurité. Quelle articulation faites-vous entre les Russes, l'Union européenne et l'OTAN ?

M. Marek TAMM - C'est une bonne question. Même si je l'ai laissée de côté, l'OTAN joue néanmoins un rôle important. L'année 2004 ne marque en effet pas seulement l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne, mais aussi à l'Alliance atlantique.

On pourrait dire que l'Estonie a fait simultanément partie de deux empires. Je pense que l'Union européenne, plus que la sécurité, représente le marché intérieur et la circulation des personnes et des biens, qui sont importants au quotidien.

De la salle - Vous n'avez pas abordé la question des groupes paramilitaires comme l'Union des tireurs lituaniens, créée en 1919, mise en sommeil durant la Seconde Guerre mondiale, et interdite par l'Union soviétique. Ses effectifs n'avaient pas évolué en 2008, mais ont explosé en 2015, à l'occasion de l'intervention russe en Crimée.

L'augmentation de ses membres et l'appui financier qu'a reçu ce groupe traduisent-ils une baisse de confiance dans la protection qu'offrent l'OTAN et l'Union européenne ?

M. Yves PLASSERAUD - Avant de faire appel aux autres, il faut d'abord faire appel à soi.

La mobilisation nationale des trois États baltes est opportune et témoigne d'une bonne réaction du peuple face à une menace réelle de guerre atypique.

Ce n'est pas un manque de confiance, mais l'application du principe qui consiste à s'aider soi-même avant de demander de l'aide.

De la salle - Mme Emilija PUNDZIUTE GALLOIS - La communauté russophone lettone se mobilise-t-elle contre la perspective d'une progressive disparition des écoles russes ?

Par ailleurs, la Lituanie a été le premier État des pays baltes à se créer en 1918, puis en 1990, notamment du fait, dit-on, de sa tradition étatique, qui remonte au Moyen Âge. Partagez-vous cette théorie ?

M. Juris DREIFELDS - Concernant les écoles russes, les russophones s'étaient davantage mobilisés en 2004.

Étrangement, les communautés minoritaires ont donné leur accord au changement, mais le peuple letton l'a rejeté par référendum.

En 2014, année où Vladimir Poutine a occupé le territoire ukrainien, le parti nationaliste a convaincu les partis de la coalition de réclamer le changement sans passer par un référendum. La loi est passée le 8 mars. La participation des Russes a été interdite, car jugée anticonstitutionnelle.

M. Marek TAMM - Je ne veux pas offusquer mes amis lituaniens mais, en tant que médiéviste, je ne vois aucune continuité entre l'État médiéval et l'État moderne de Lituanie. Il s'agit selon moi d'une invention du XIX^{ème} siècle. Je suis toujours surpris quand les Lituaniens parlent de « restauration de l'Indépendance ». Historiquement, ce n'est pas convaincant, mais je comprends cette vision, qui peut renforcer l'identité nationale.

M. Yves PLASSERAUD - On travaille avec le matériau dont on dispose !

Merci.

TABLE RONDE 2 - QUELS RÔLES DANS L'EUROPE À VENIR ?

*Table ronde animée par Mme Céline Bayou,
Rédactrice Estonie, Lettonie, Lituanie au ministère de l'Europe et des Affaires
étrangères, et chercheure associée au CREE (INALCO)*

Ont participé à cette table ronde :

M. Ramūnas VILPIŠAUSKAS, Directeur de l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de Vilnius :

Souveraineté dans un monde globalisé et économiquement intégré : le cas des États baltes

M. Siim KALLAS, ancien Premier ministre estonien et ancien Vice-président de la Commission européenne :

L'expérience estonienne et les évolutions de l'Europe

Mme Vaira VĪKE-FREIBERGA, ancienne Présidente de la République de Lettonie (1999-2007), Présidente du World Leader Alliance / Club de Madrid :

La contribution des États baltes à l'avenir de l'Europe

Mme Céline BAYOU - Nous allons nous risquer à un exercice contemporain, voire à de la prospective en nous demandant, avec un brin de provocation tant le contexte européen paraît à première vue nous inciter à la prudence, quel pourrait être le rôle des pays baltes dans l'Union européenne à venir.

Je tiens à souligner qu'il fut un temps, qui n'est pas si lointain, où l'on se posait la question de savoir ce que les États baltes allaient apporter à l'Union européenne, alors qu'ils négociaient leur adhésion.

La question est rapidement apparue caduque face aux choix de ces trois pays, qui témoignent d'une volonté constante de se situer à l'avant-garde de la construction européenne. Leurs parcours ont même pu sembler parfois univoques, ainsi que l'a rappelé le Président Larcher : adhésion à l'Union européenne en 2004, à l'espace Schengen en 2007, à l'euro - respectivement en 2011, 2014, 2015 -, présidence du Conseil de l'Union européenne, respectivement en 2013, 2015 et 2017.

Ces étapes ont attesté la volonté de ces trois pays de se situer résolument dans le premier cercle de solidarité de l'Union européenne.

MM. Larcher et Henno l'ont rappelé : nous sommes réunis dans le cadre de la célébration du centenaire de ces indépendances.

Ces événements vont s'accompagner d'un certain nombre de manifestations. Celle-ci est, je crois, la première de grande ampleur qui réunit les trois pays baltes, du moins à Paris.

Je voudrais revenir sur l'exposition qui va s'ouvrir au Musée d'Orsay dans moins d'un mois, qui sera consacrée au symbolisme dans les pays baltes, et qui me semble intéressante à deux titres.

En premier lieu, cela fait très longtemps qu'on n'a pas assisté à une manifestation d'une telle ampleur à Paris. Les dernières expositions consacrées à l'art balte qui ont marqué la scène muséale parisienne remontent en effet aux années 1930.

En second lieu, cette exposition souligne la participation spécifique des pays baltes au symbolisme européen.

Le symbolisme balte reste pour beaucoup d'entre nous assez mystérieux. Ce ne sera plus le cas dans un mois, et c'est fort heureux.

Cette exposition s'accompagnera en outre d'un véritable festival balte, à la programmation extrêmement riche, révélant là aussi la vitalité de cette participation à la culture européenne, et la vitalité des scènes culturelles estonienne, lettone et lituanienne. Ce sont là des moments particulièrement importants.

Je voudrais reprendre une de vos paroles, Madame la Présidente de la République, il y a quelques années de cela. Vous aviez alors écrit : « Votre histoire est la nôtre et réciproquement ». Je pense que c'est un très bon condensé de cette approche qu'on pourrait avoir sur cette européenité.

Notre table ronde va réunir trois acteurs éminents de cette histoire récente ou, plus précisément, de ce qu'on a qualifié de « retour à l'Europe », expression désuète dont on ne peut que se réjouir qu'elle paraisse aujourd'hui si anachronique. Il y a 25 ans, on parlait de retour à l'Europe d'un certain nombre de pays situés à l'Est de la France. Il est heureux que cette expression soit à présent jugée impropre, mais ceci atteste bien le chemin parcouru en si peu de temps.

Chacun de vous, dans son pays ou son domaine, a été non seulement témoin de ce parcours mais y a pris part et contribue aujourd'hui au devenir de ces trois pays, sur lequel nous allons nous interroger.

Nous allons commencer par entendre M. Ramūnas Vilpišauskas, qui dirige l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de Vilnius, créé en 1992 et qui a immédiatement occupé sa place sur la scène lituanienne, régionale et européenne, voire mondiale.

Il est intéressant de voir comment cet institut s'est positionné et a joué d'emblée un rôle de promotion de la vision lituanienne. Tout un groupe de chercheurs a immédiatement fréquenté les colloques internationaux et coopéré avec d'autres chercheurs.

On a bien senti l'ouverture sur le monde qui avait alors lieu. C'est ce qui fait que cet Institut a compté d'emblée et continue à compter.

Vous êtes politologue, spécialiste de l'intégration européenne et de l'analyse des politiques publiques et économiques internationales. Vous avez également été consultant auprès du gouvernement lituanien durant les négociations d'adhésion, et conseiller économique auprès du président lituanien après l'adhésion. Vous êtes donc un des acteurs éminents de ce parcours.

La première table ronde s'est achevée par l'évocation de la question de souveraineté. Dans les années 1990 et au début des années 2000, il existait une sorte de paradoxe balte qui consistait à mettre en balance cette souveraineté nouvellement acquise ou retrouvée avec l'adhésion à l'Union européenne, qui pouvait paraître dangereuse, mais qui avait pour finalité de consolider la souveraineté.

M. Vilpišauskas va nous entretenir de la souveraineté des États baltes dans un monde globalisé et intégré.

M. Ramūnas VILPIŠAUSKAS – Merci pour cette introduction.

Excellence, mesdames et messieurs, j'aimerais avant tout remercier les organisateurs, et en particulier l'ambassade de Lituanie, qui m'ont invité à cet événement pour présenter mes analyses sur ce que je considère comme un des débats-clés dans les sociétés occidentales : la souveraineté dans un monde interdépendant et globalisé.

Les débats politiques qui ont lieu dans beaucoup d'États membres de l'Union européenne s'attachent à définir le concept de souveraineté et le rôle que jouent les États membres en général à ce sujet.

Le référendum sur le Brexit ou l'attitude du président Trump sont des exemples de dilemmes auxquels nos sociétés se trouvent confrontées en matière de souverainisme.

Qu'en est-il des États baltes ? Quelles sont les approches des politiques vis-à-vis de la souveraineté reconquise dans les années 1990 ? Quels sont les outils principaux utilisés par les pays baltes pour la renforcer ?

Les débats concernant la question de la souveraineté ne sont pas nouveaux. Ils remontent à la fin de l'après-guerre.

Toutes les organisations internationales ont été établies après la Seconde Guerre mondiale, mais la nouveauté dans le consensus international concerne la révolte contre la mondialisation et l'eupéanisation, qui modifient les équilibres politiques.

Les eurosceptiques qui ont soutenu le Brexit ont en effet voulu « reprendre le contrôle ».

Donald Trump, dans ses discours de campagne, comme dans ceux qu'il a prononcés après son élection, est également assez cohérent. Qu'il s'agisse de l'accord de Paris sur le climat ou du partenariat transpacifique, il utilise les mêmes mots, et parle de « *reprendre le contrôle* », menace de « *quitter les organisations qui arnaquent les Américains* », ces derniers devant « *redevenir souverains* ».

Il existe toutefois des différences importantes entre la politique soutenue par les « *Brexiters* » et celle de Donald Trump. La plus importante réside dans leur approche du commerce international.

Les eurosceptiques, au Royaume-Uni, souhaitent signer beaucoup d'accords de libre-échange, considérant l'Union européenne comme trop protectionniste. Ils désirent aujourd'hui un marché libre, ce qui est très différent des propositions de Donald Trump, qui n'accorde pas sa confiance aux accords de libre-échange et considère les pays comme des entreprises.

Comment définir la souveraineté ?

Stephen Krasner, qui a publié un ouvrage sur la souveraineté dans les années 1990, propose quatre concepts à ce sujet. Le premier est plutôt juridique. C'est celui de souveraineté internationale. Si un État est reconnu par les autres, s'il fait partie des Nations Unies, on considère qu'il est souverain. C'est très formel.

Le deuxième concept concerne la souveraineté westphalienne. C'est ce que représente Donald Trump. Il s'agit de ne pas être influencé par l'extérieur et d'avoir le moins possible de contacts et d'échanges dans ce domaine.

Le troisième concept est celui de ce qu'on appelle la souveraineté domestique, qui consiste pour un État à appliquer ses lois, à faire régner l'ordre et respecter ses frontières. On en retrouve certains éléments dans le discours des « *Brexiters* ».

Enfin, le concept le plus intéressant – et peut-être le plus problématique – est-ce que Stephen Krasner appelle la souveraineté interdépendante. Comment utiliser des règles internationales pour gérer l'interdépendance entre les pays, en profiter sur le plan économique et minimiser les risques liés aux mouvements des individus, comme dans le cas du terrorisme, par exemple ?

C'est un concept basé sur l'équilibre que la plupart des pays tentent de trouver de nos jours. Comment tirer parti des échanges internationaux, tout en étant le plus autonome possible ? C'est ainsi que l'on peut définir le dilemme principal de la souveraineté dans un monde interdépendant, où beaucoup d'échanges n'ont pas lieu dans un cadre interétatique mais par Internet.

Nombre d'étudiants partent ainsi dans d'autres pays pour étudier ou chercher du travail, les idées se déplacent, etc.

Stewart Patrick, du *Council on Foreign Relations* américain, vient de publier un livre intitulé *Sovereignty wars*. Il y évoque ce qui se passe aux États-Unis, analysant les événements sous trois angles, l'autorité, l'autonomie et l'influence.

Les pays internationalistes, comme les États-Unis, acceptent de réduire leur autonomie pour augmenter leur influence. Certains souhaitent toutefois jouir de plus d'autonomie que d'influence, d'autres ne veulent pas que les pouvoirs constitutionnels soient contraints par des accords internationaux. C'est une bonne manière de considérer le rapport que les États peuvent avoir avec la souveraineté.

Il faut relever que ces tentatives génèrent de nombreuses tensions.

Comment les États baltes gèrent-ils ce dilemme ?

Dans les années 1990, une minorité de spécialistes se sont intéressés au statut de neutralité de l'entre-deux-guerres, mais l'idée n'a pas été retenue, car on l'a considérée comme non appropriée au cas des États baltes. On a estimé que la meilleure manière de renforcer notre souveraineté retrouvée était de participer aux alliances existant en Europe et dans la communauté transatlantique. Ceci nous aide à gérer les questions d'interdépendance et les risques qui découlent de notre situation géopolitique.

Certes, la géopolitique et les questions de sécurité sont très importantes pour les trois États baltes, tout autant que l'OTAN ou l'Union européenne. Les États baltes éprouvent généralement des inquiétudes, surtout depuis l'agression contre la Géorgie en 2008 et l'annexion de la Crimée en 2014. Nous sommes dans une situation très différente étant membres de l'OTAN, mais les questions de sécurité restent pour nous très sérieuses.

L'ancien président de l'Estonie, Toomas Hendrik Ilves, a expliqué que son pays avait adhéré à l'euro pour des raisons de sécurité, alors que certaines nations se demandaient si elles n'allaient pas quitter la zone euro lors de la crise de 2008-2009. Les arguments de sécurité étaient selon moi aussi importants, voire davantage, que les causes économiques.

La Lituanie a mené une étude sur la première décennie d'adhésion à l'Union européenne. J'ai moi-même rédigé un chapitre sur la zone euro, et nous avons demandé aux parlementaires et aux ministres de nous dire quel était pour eux la justification principale de cette adhésion à la zone euro. La sécurité arrivait en deuxième place, puis venait le fait qu'il fallait également être présent autour de la table au moment où se prenaient les décisions.

Nous avons décidé de faire partie de la zone euro en 2002. Il était très logique pour nous d'introduire la monnaie unique.

Depuis les années 1990, les États baltes ont utilisé les alliances pour investir et commercer avec des pays partageant les mêmes valeurs démocratiques qu'eux, mais aussi pour éviter les risques géopolitiques.

Il existe différentes conceptions de la souveraineté. Ce qui nous inquiète le plus dans le Brexit et dans la politique de Donald Trump, c'est l'avenir des alliances que nous étions si enthousiastes de rejoindre il y a treize ou quatorze ans.

Il est très compliqué pour les responsables de l'Union européenne et de l'OTAN de trouver un terrain d'entente afin de ne pas trop pousser l'Union européenne vers la fédéralisation. Ceci pourrait en effet provoquer de nouveaux mécontentements vis-à-vis de l'Europe.

Je suis favorable à une approche fonctionnelle de l'intégration au sein de l'Union européenne. Celle-ci nous permet de gérer les interdépendances qui nous sont communes. C'est ainsi que je le vois, et je pense que c'est ainsi qu'on le voit dans les États baltes.

Mme Céline BAYOU - M. Siim Kallas est un acteur éminent de l'histoire européenne et estonienne. Il a été ministre des Affaires étrangères d'Estonie en 1995 et 1996, ministre des Finances de 1999 à 2002, puis Premier ministre de 2002 à 2003. Il a également été Commissaire européen à l'administration, à l'audit et à la lutte antifraude, vice-président de la Commission européenne entre 2004 et 2014, et Commissaire européen aux transports.

Il est à présent maire de la ville de Viimsi, au nord de l'Estonie.

À la fin des années 1980, à un moment charnière pour le destin de votre pays, vous avez été l'un des premiers économistes, en Estonie, à défendre l'idée d'indépendance économique. C'est un moment particulièrement passionnant pour l'histoire de votre pays - ainsi que pour votre histoire personnelle, j'imagine.

Ceci vous a conduit à devenir le premier président de la Banque centrale d'Estonie entre 1989 et 1991, et l'un des principaux architectes de la réforme monétaire estonienne. Vous êtes considéré par les Estoniens comme le père de la couronne estonienne, qui a été introduite en 1992 et rattachée au mark allemand, sur la base d'un système de caisse d'émission monétaire.

Il fallait donc une certaine audace pour se lancer dans une telle réforme dans le contexte de 1992. Elle a été couronnée de succès, puisque votre pays sert à cet égard d'exemple à d'autres pays en transition.

On reste songeur en pensant que, quelques années après, en 2011, l'Estonie allait faire le choix d'abandonner la couronne estonienne. Pourtant, une monnaie nationale est un marqueur identitaire très fort en termes de souveraineté. Je me souviens de caricatures de l'époque où l'on voyait les Estoniens monter à bord du Titanic, dont ils connaissaient pourtant le sort. Il fallait être capable de prendre cette décision !

Vous allez évoquer pour nous l'expérience estonienne dans le cadre de ces réformes et de l'évolution de l'Europe.

M. Siim KALLAS – Je vous remercie pour ces remarques liminaires.

S'il est dangereux de trop verser dans la nostalgie, n'oublions pas néanmoins notre passé.

Nous avons en effet vécu des moments passionnants, notamment le fait de reconquérir notre indépendance.

J'ai toujours prétendu qu'il fallait quatre éléments pour réussir une réforme : de bonnes idées, une bonne mise en œuvre, un bon niveau de soutien populaire et une certaine maturité. C'est là quelque chose d'essentiel : il faut saisir le moment. Tout ce processus et les moments extraordinaires que nous avons vécus, on ne les connaît que peu de fois dans une vie. Par exemple, lorsque, le 6 septembre 1991, l'URSS a reconnu l'indépendance de l'Estonie, c'était un moment fort, nous étions ravis de cet événement.

Pourquoi ai-je parlé de maturité ? Je pense que si on se lance dans les débats, on s'enlise dans des discussions sans fin, et on ne prend pas de décisions. Or les réformes doivent être décisives et mûrement réfléchies.

J'ai siégé à la Commission européenne durant la crise économique. De 2008 jusqu'en 2011, l'Union européenne a pris des mesures décisives. On n'aurait jamais cru réaliser tant de choses en 2007, comme le fait de prendre le contrôle du budget de certains États membres.

Les leçons qu'on peut tirer de certains événements sont encore valables aujourd'hui.

Je commencerai par évoquer le pacte Molotov-Ribbentrop. Le leitmotiv qui revient le plus souvent est : « Plus jamais cela ! ». C'est pourquoi nous n'avons pas discuté des mérites d'adhérer à l'OTAN ou à l'Union européenne : il était évident qu'il fallait le faire.

Après la dislocation de l'Union soviétique, en dépit des débats et des heurts assez vifs qui ont parfois eu lieu, il existait un large consensus dans le pays. Les citoyens voulaient adhérer à l'Union européenne et à l'OTAN. Ils souhaitaient une réforme monétaire. Il y avait alors une véritable dynamique qu'il fallait saisir.

En 1996, lorsque j'étais ministre des Affaires étrangères, j'ai reçu un message du Bureau d'Helmut Kohl m'indiquant que les nouveaux membres de l'Union européenne seraient d'abord la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Nous avons immédiatement lancé une grande campagne diplomatique et l'Estonie a ainsi pu entrer dans l'Union, en même temps que la Slovaquie d'ailleurs.

Gardons néanmoins aujourd'hui à l'esprit que l'Union européenne peut survivre sans l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Avec M. Streimann, nous avons lancé les négociations qui se sont achevées en 2002, à Copenhague. Pour l'Estonie, il était important de savoir comment les décisions seraient prises.

Nous étions très pragmatiques, et nous avons essayé de tout faire pour être des membres pertinents et efficaces de l'Union européenne.

N'oublions pas qu'il existe des différences d'un candidat à l'autre. Je ne vise personne, mais certains pays estiment que l'Europe leur doit quelque chose. Ils considèrent même qu'il est humiliant de leur demander de mettre en place telle ou telle loi, ou de prendre certaines mesures. Nous pensons, quant à nous, que l'Union européenne ne nous doit rien.

En ce qui concerne la politique étrangère, nous nous sommes demandé ce qu'il allait en être avec la Russie. Nous avons compris que la question russe n'était pas primordiale pour Bruxelles, mais nous étions très vigilants à ce sujet.

La problématique russe est encore très importante et, comme l'a dit Marek Tamm, c'était une période d'intégration et de désintégration. En tant que Commissaire européen des transports, j'ai mené beaucoup de négociations avec la Russie et avec d'autres pays. La Russie souhaitait négocier séparément avec les États membres de l'Union européenne.

C'est ce que fait Donald Trump, et c'est très dangereux. Les Estoniens considèrent la fragmentation de l'Union européenne comme une grande menace.

Auparavant, les États-Unis étaient favorables à une Union européenne très forte. Aujourd'hui, la situation a changé. Selon notre expérience, l'Union européenne doit garder des lignes fortes pour réussir. Je ne parle pas que des grandes questions, mais si les États membres se mettent d'accord sur une position et s'y tiennent, nous pouvons gagner.

Un mot encore sur le type d'Europe que voudrait connaître l'Estonie. Tout le monde est favorable à une Europe aguerrie. Cela signifie des positions fortes, des politiques énergiques, des actions communes.

En termes institutionnels, c'est une autre histoire. On parle d'une Europe à deux vitesses. Personne ne sait ce que cela veut dire, et les partisans de cette proposition ne l'ont jamais vraiment expliqué.

L'Estonie n'est pas prête à accepter l'idée d'un État fédéral européen. Nous avons cependant accepté un niveau d'intégration européenne très élevé.

Je me souviens avoir vécu dans ma carrière un moment très fort, lors de l'éruption du volcan islandais. La question était alors celle de l'espace aérien, qui relève de la souveraineté de chaque pays. Des millions de tonnes de cendres s'étant répandues dans l'atmosphère, il est devenu rapidement évident qu'on ne pouvait ouvrir ou fermer son espace aérien sans l'aide des voisins.

La décision de mettre en place un mécanisme de coopération a été prise en l'espace d'une heure. La souveraineté a été réduite pour tout le monde et c'est probablement la seule façon d'avancer. Les Estoniens considèrent qu'il est normal de travailler de cette façon.

Vous avez parlé de la monnaie nationale estonienne et du fait qu'il a été très facile d'introduire l'euro en 2011. Vous l'avez dit, j'ai joué un rôle très concret dans ce domaine.

Deux fois par an, on entendait des rumeurs de dévaluation de la monnaie estonienne. Notre système ne nous permettait pas de dévaluer, mais peu importe. Les gens croyaient aux rumeurs et changeaient leur argent contre une autre devise. Les banques touchaient donc des commissions sur les opérations de change, et lorsqu'on comprenait qu'il n'y aurait finalement pas de dévaluation, on assistait à un nouveau transfert vers la devise estonienne. La banque touchait alors une deuxième fois des commissions de change.

Avec l'euro, la stabilité est bien plus grande. Le système est plus large, et ceci est très important pour les PME, qui n'ont plus besoin de conserver une double comptabilité en fonction des différentes monnaies.

Les acteurs estoniens et les entreprises ont accepté d'abandonner la monnaie nationale. C'était certes difficile mais nécessaire, et c'est pourquoi nous l'avons fait.

Un mot pour finir au sujet de la compétitivité.

Les Estoniens, les Lituaniens et les Lettons ont un niveau de vie bien meilleur que par le passé, mais celui-ci se situe dans la grande moyenne européenne. Nous espérons que le fait de rejoindre l'Union européenne nous permettrait d'améliorer notre niveau de vie. Nous voulions avoir un environnement économique plus compétitif au sein de l'Union européenne, mais si les niveaux d'aides baissent comme prévu, comment combler l'écart ?

Je pense que l'Estonie va certainement établir des propositions afin de renforcer la compétitivité des différents mécanismes économiques.

Mme Céline BAYOU - Je vais à présent céder la parole à Mme Viķe-Freiberga.

Comment vous présenter, Madame la Présidente, à une assemblée qui vous connaît si bien et qui connaît parfaitement votre parcours ?

Je ne me lancerai donc pas dans le récit de votre destin exceptionnel, qui est en quelque sorte un concentré de l'histoire de votre pays, que vous incarnez tout entière dans ce qu'il a de plus résilient sans doute.

Je n'évoquerai pas non plus votre rôle, mais je rappelle que vous avez été Présidente de la République de Lettonie entre 1999 et 2007, période qui constitue un moment charnière dans l'histoire de votre pays, et que vous avez notamment mené la Lettonie vers l'Union européenne et l'OTAN.

Depuis, vous avez occupé des fonctions diverses et importantes, notamment celle de vice-présidente du Groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe pour la période 2020-2030, dont la tâche a été de formuler un certain nombre de recommandations pour l'avenir du projet européen.

Vous dirigez depuis 2013 le Club de Madrid, le plus grand forum d'anciens chefs d'État et de gouvernement, qui travaille à la promotion de la démocratie. Vous avez été réélue à sa tête fin 2016.

Vous avez de ce fait non seulement été la première femme à assurer le rôle de chef de l'État en Lettonie, mais également à diriger le Club de Madrid.

Vous allez à présent évoquer la contribution des États baltes à l'avenir de l'Europe.

Mme Vaira VĪKE-FREIBERGA - Mesdames et messieurs,

« Que sont mes amis devenus

Que j'avais de si près tenus

Et tant aimés

Ils ont été trop clairsemés

Je crois le vent les a ôtés

L'amour est morte

Ce sont amis que vent me porte

Et il ventait devant ma porte

Les emporta ».

(Extrait de la Griesche d'Hiver de Rutebeuf - 1230-1285)

Les pays, comme les individus, ont besoin d'amis, d'appuis, de collègues, de partisans. La naissance et la disparition des pays sur la carte de l'Europe sont très étroitement liées aux alliances que chaque État, dès sa création ou sa recréation, a été capable de s'assurer.

L'importance des pays est souvent liée d'abord à leur taille géographique, au nombre de leurs habitants, au produit national brut, aux richesses naturelles, que sais-je ?

Il arrive que l'on parle de nos trois petits pays baltes comme d'une aberration de l'histoire. Tout récemment, un journaliste américain disait que les relations entre les États-Unis et la Russie, d'après M. Trump, seraient bien meilleures sans ces trois petits pays à l'Est de l'Europe, qui gênent les Russes.

On pourrait se demander en quoi ces trois pays font obstacle à l'amitié entre M. Trump et M. Poutine. Mystère !

Selon un autre argument entendu, les pays baltes empêcheraient l'Europe de l'Ouest de faire des affaires et d'avoir de meilleures relations avec la Fédération russe.

Mon ami le Président Jacques Chirac ne manquait jamais de me rappeler que les trois pays baltes devaient veiller à ne pas « tirer la moustache de l'ours », notre voisin.

Je lui répondais que nous n'en avions aucune intention mais que la question était de savoir s'il considérait, en tant que président français, que les trois pays baltes devaient servir d'offrande, un peu comme Andromède enchaînée à son rocher, afin d'assurer la sécurité de la région.

En quoi ces trois pays, qui n'ont ni l'intention de faire du mal ni de conquérir quelque pays que ce soit, encore moins de diriger le monde ou l'Europe, gênent-ils qui que ce soit ? Est-ce à cause du simple fait qu'ils existent et ont peut-être quelque chose à apporter ?

De manière ironique, j'ai indiqué aux organisateurs de ce colloque que je comptais évoquer la contribution des pays baltes à l'Europe. Il me semble qu'il ne peut exister de contribution spécifique lorsque des pays partagent les mêmes idéaux, les mêmes valeurs et le même héritage culturel.

On parle souvent de l'Europe comme d'un train dont la locomotive serait constituée de la France et de l'Allemagne. La France donne les idées, l'Allemagne paie la facture, les Scandinaves s'installent en première classe, satisfaits d'eux-mêmes, les pays baltes chantent parce qu'ils ne savent pas faire autre chose, les autres font comme ils peuvent et l'ensemble avance naturellement vers un avenir glorieux, que Hitler ou Staline avaient déjà promis à leurs peuples, tout comme le fait aujourd'hui Vladimir Poutine, dans le cadre de son troisième ou quatrième mandat.

Peut-on mesurer la contribution des différentes régions françaises à la gloire du pays ? Si tel était le cas, la Corse occuperait la première place, puisqu'elle a donné Napoléon Bonaparte à la France. Difficile de faire mieux !

Les Bretons, dont la langue est peut-être la plus ancienne qui existe sur le territoire de la République française, se plaignent du fait que celle-ci n'est enseignée que depuis peu en France.

Quelle est la contribution de la langue bretonne à la culture française ? C'est aux Français de le dire, mais je pense qu'elle constitue aussi une contribution à la culture européenne.

Il en va de même des Catalans en Espagne, des Gallois en Grande-Bretagne, et j'en passe ! Chaque région a sûrement apporté sa contribution à son pays, au moins au titre de l'expérience unique que son histoire lui a conférée.

En termes de probabilités, la Lettonie n'avait quasiment aucune chance de devenir un pays indépendant, les prérequis que l'on pensait nécessaires à cette création étant soit très faibles, soit totalement absents.

Pourtant, le miracle s'est produit ! Le pays a été créé en novembre 1918. Il lui a fallu deux années de lutte terrible pour conquérir son territoire, avec l'appui de ses alliés polonais, estoniens, français et britanniques. Aucun d'eux n'aurait été suffisamment puissant individuellement pour faire la différence mais, tous ensemble, ils ont saisi l'occasion que l'histoire leur tendait.

L'année 1918 correspond à la fin d'empires qui ont duré des siècles, puis se sont désagrégés – ottoman, austro-hongrois, russe. Au moins dix pays au total, dont les peuples étaient prêts, sont nés à cette époque.

À l'occasion du bicentenaire de la révolution française, lors d'une conférence qui s'est tenue à Paris, j'ai découvert qu'en 1802, les paysans lettons avaient réclamé la reconnaissance de leurs droits aux seigneurs allemands baltes de l'époque. La révolte a été féroce réprimée par les troupes russes.

En 1905, les Lettons ont pris une part très active à la révolution russe, non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans. Là aussi, les représailles furent féroces. Des milliers de personnes furent fusillées dans les campagnes, et la révolution fut un échec.

Toutefois, si la révolution de 1917 fut couronnée de succès, les trois pays baltes, alors qu'ils partageaient le même rêve, n'ont pu conquérir leur indépendance qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, et ont souffert durant 50 ans.

Nous avons été très surpris, alors que l'Europe est aujourd'hui largement constituée, d'apprendre en 2016 que les Britanniques avaient décidé d'entreprendre seuls leur voyage vers un avenir glorieux.

Bonne chance à eux ! C'est maintenant à ceux qui demeurent dans l'Union européenne de s'assurer que le bateau va voguer sans encombre sur notre belle planète bleue, héritée de nos ancêtres. Ce territoire européen est le nôtre, et il me semble qu'il y a une place pour tous les pays, petits ou grands.

Dans la nature, un éléphant ou un hippopotame sont aussi importants qu'une abeille ou un papillon. Un papillon ne peut supporter le poids d'un éléphant, mais on peut au moins dire qu'il est plus beau !

Les abeilles sont travailleuses et fournissent le miel. Les pays baltes sont un peu dans ce schéma, et représentent les abeilles et les papillons. Comme dans l'arche de Noé, il y a de la place pour tout le monde.

Cette cohabitation, cet échange mutuel, gagnant-gagnant, se fait tout à notre avantage. Il faut mesurer la valeur de chacun plutôt que compter ses atouts et évaluer le poids des uns et des autres.

L'Europe est une chance. Certains y croient et estiment que tout le monde y a sa place, sans qu'il ne soit besoin de se justifier. J'aimerais en tout cas qu'un jour, les petits pays n'aient plus à le faire !

Mme Céline BAYOU – Merci pour cette jolie métaphore.

Je cède directement la parole à la salle, sans aucun commentaire.

De la salle – M. François CHARLES – Je suis président de l'Institut de recherche et de communication sur l'Europe.

Nous réfléchissons au sujet des groupes de cohérence à l'intérieur de l'Union européenne, comme le Benelux ou le groupe de Visegrád.

Y a-t-il une dynamique à créer entre vous pour faire germer une certaine spécificité, à la fois dans les savoirs, les savoir-faire, les savoir-être qui pourraient apporter quelque chose à l'Union européenne ?

Mme Vaira VĪĶE-FREIBERGA - Vous trouverez, dans les publicités d'airBaltic, des offres de voyages dans les trois pays baltes qui présentent des lieux pittoresques ou historiques. Vous pouvez donc faire d'une pierre trois coups pendant vos vacances, grâce à cette proximité géographique.

En matière de sécurité européenne, il est certain que cette région géostratégique, sur la côte Est de la mer Baltique, est cruciale pour la stabilité de l'OTAN.

En dépit de cette enclave un peu bizarre et peu naturelle que constitue Kaliningrad - l'ancienne Königsberg -, la présence de pays démocratiques sur la côte Est de la Baltique est importante pour la stabilité de la zone postcommuniste d'Europe centrale et d'Europe de l'Est.

Elle est également importante pour les forces de l'OTAN et pour la sécurité européenne. On ne peut toutefois pas mesurer son importance en termes de contribution culturelle, même si la Lettonie compte bien plus de chanteurs d'opéra, de chefs d'orchestre ou de célébrités mondiales *per capita* que des pays de plus grande taille.

Il me semble que la solidarité européenne est fondée sur la connaissance des uns et des autres. Un comique hollandais, à l'occasion de l'élection du président Trump, avait présenté à la télévision néerlandaise un divertissement appelé « That's America ». Il s'adressait au président américain en ces termes : « *M. le Président, nous comprenons votre message, l'Amérique d'abord mais, aux Pays-Bas, nous avons de belles tulipes, des moulins à vent, des sabots en bois. Ne pourrions-nous venir en second ?* ».

Qu'avons-nous à offrir quant à nous ? Les forêts, les plages de la Baltique ? Venez visiter les pays baltes. Vous verrez vous-mêmes ce qu'ils ont à offrir !

M. Ramūnas VILPIŠAUSKAS - Des réunions régulières des chefs d'État des pays baltes ont régulièrement lieu chez nous lors de chaque sommet européen.

En plus des préoccupations communes en matière de sécurité, il existe également une approche commune qui s'intègre dans l'agenda européen, même si les pays baltes n'ont pas toujours une position totalement identique sur certaines problématiques.

De la salle - M. Juris DREIFELDS - Selon les sondages russes, depuis vingt ans, les pays baltes seraient les premiers ennemis de la Russie, alors qu'en 2005, par exemple, l'Allemagne comptait parmi les premiers amis de la Russie. Qu'a-t-on fait pour être tant haï ?

Madame la Présidente, vous avez tenté de vous rapprocher de Vladimir Poutine lorsque vous vous êtes rendue à Moscou. Qu'est-ce que cela a apporté ? Que pourrait-on faire d'autre ?

On ne peut rompre les ponts avec la Russie. Que faire pour s'en rapprocher ?

Mme Vaira VĪĶE-FREIBERGA - Le souhait de M. Poutine, c'est de rendre sa grandeur à la Russie.

Il reprend là une tradition russe, celle du martyr et de la souffrance, auxquels le peuple russe serait habitué lorsque cela peut lui permettre de retrouver sa grandeur. Curieusement, cette idée de grandeur nécessite d'occuper des pays voisins.

Imaginez l'incroyable taille de la Russie par rapport à celle des trois pays baltes. En quoi la Russie a-t-elle souffert lorsque ces trois pays ont repris leur indépendance ? Ont-ils besoin de ces maigres populations ?

Les pays baltes ne comptent aucune ressource naturelle, à part les arbres et les gens. Pourquoi la Russie cultive-t-elle ce culte du martyr et souhaite-t-elle que les autres peuples lui témoignent une gratitude sans faille pour les avoir libérés du nazisme ?

Le nazisme a été introduit dans les pays baltes du fait du pacte Molotov-Ribbentrop entre Hitler et Staline. En outre, ce sont les soviétiques qui sont entrés dans les pays baltes bien avant les nazis !

M. Poutine m'a dit, lors de notre première rencontre, que le fait qu'il faille un passeport pour voyager entre la Russie et la Lettonie constituait une tragédie.

J'ai fait valoir qu'auparavant, des dizaines de milliers de Lettons - et des centaines de milliers de personnes au total pour les trois pays baltes - avaient effectué le voyage sans passeport, dans des wagons à bestiaux, pour se retrouver en vêtement léger au milieu de la Sibérie.

Je lui ai dit qu'un passeport ne pesait finalement pas si lourd, et qu'il me semblait que les citoyens lettons préféreraient emporter leur passeport pour se rendre à Paris, Londres, Madrid et voyager dans le monde entier, plutôt que d'être transportés en wagon à bestiaux en Sibérie.

Nous avons échangé à ce sujet à plusieurs reprises, et nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord. J'ai eu l'occasion, dans le cadre d'un groupe de réflexion de l'OSCE sur la sécurité européenne, présidé par l'ambassadeur Ischinger, de rédiger un rapport avec douze pays après l'invasion de la Crimée. M. Sergueï Karaganov, le représentant russe, a été le seul à ne pas se joindre à la déclaration commune. Il a rédigé une déclaration individuelle qu'on a publiée dans le même rapport.

J'ai tenté de dialoguer, mais pour le dialogue, il faut deux partenaires, tout comme pour le tango !

M. Siim KALLAS - J'ai eu l'occasion de négocier avec les Russes à propos de différentes questions lors de ma carrière et, tout dernièrement, sur des questions de transport.

Bien sûr, il faut être deux pour danser le tango. Beaucoup de politiques occidentaux font preuve de bonne volonté, mais les Russes ne veulent pas discuter. Chacun, en Occident, souhaite entretenir de bonnes relations avec la Russie. Nous sommes les premiers à ne pas vouloir de conflit, mais il faut être deux pour travailler ensemble.

Si vous faites une proposition, ils l'acceptent, mais vous n'aurez, en fait, rien en retour.

M. Karaganov, qui est un des principaux architectes de la politique étrangère russe, ne fait aucune différence entre l'Union européenne et l'OTAN. Il considère que c'est la même entité.

Les Occidentaux ont du mal à admettre que les négociateurs russes ont un mandat extrêmement limité, contrairement aux négociateurs européens. Tout est décidé au Kremlin dans le moindre détail.

Les négociateurs russes redoutent qu'on leur reproche d'avoir vendu la Russie aux Occidentaux. C'est bien plus fort qu'on ne l'imagine.

Que faut-il faire ? La réponse est simple : rien, absolument rien !

M. Ramūnas VILPIŠAUSKAS - Les différents présidents lituaniens ont cherché à innover avec des approches nouvelles.

Lorsque la présidente Grybauskaitė a été élue la première fois, son idée était d'être pragmatique avec la Russie, de chercher à aplanir les différences et de travailler sur les questions de sécurité. Cela n'a eu aucun effet.

Le problème ne vient pas des pays baltes. Lorsque les Russes n'ont pas le même agenda, ils ne cherchent pas à résoudre les problèmes.

Lorsqu'on parle d'un projet portant sur les infrastructures, l'énergie, ou quand on cherche à réduire nos vulnérabilités, que le président Poutine pourrait être tenté d'exploiter un jour, il nous faut agir avec l'aide de l'Union européenne, avec la Commission européenne qui s'exprime au nom de tous les États membres.

Les pays baltes peuvent jouer un rôle. Nous sommes parfois en désaccord, mais nous avons réduit notre dépendance vis-à-vis de la Russie, et nous cherchons des solutions.

Les Russes n'utilisent pas les mêmes mots que nous. Ils changent de discours, et leurs actions ne suivent pas leurs paroles. Malheureusement, les Occidentaux ont trop tendance à croire ce que disent les Russes.

De la salle - Je remercie tout d'abord Mme Vīķe-Freiberga pour son exposé extraordinairement stimulant, poétique, parfois bucolique et profond. Merci Madame, nous avons besoin de vous entendre !

Vous nous avez fait part de votre analyse et de vos réflexions sur la Russie. Pouvez-vous nous dire ce que vous pensez des États-Unis ?

Même avec nos 27 états-majors et même si on a 1,5 million de personnes parmi nos troupes, l'Europe, pour l'instant, ne fait pas le poids vis-à-vis de la Russie. Il nous faut donc bénéficier de la couverture américaine.

Comment voyez-vous les relations avec les Américains sous le mandat du président Trump ?

Mme Vaira VĪKE-FREIBERGA - Je viens de passer six semaines aux États-Unis, à l'université de l'Arizona.

J'ai constaté à quel point les États-Unis ont changé depuis l'élection de M. Trump. Sans doute le pays évolue-t-il d'une certaine façon, et son élection est le symptôme du malaise qui règne dans le pays.

Treize mois de présidence ne constituent pas une durée assez longue pour être certain des causes du succès et des échecs de M. Trump.

Il est cependant certain que la majorité du peuple américain demeure convaincue du besoin d'un engagement avec l'Europe, avec laquelle elle partage un héritage commun et des valeurs communes, ainsi qu'un idéal de démocratie.

Le problème est lié, je pense, aux conditions économiques et à l'évolution de la mondialisation, ainsi qu'au fait qu'aux États-Unis, l'écart entre les très riches et les très pauvres continue à augmenter depuis plusieurs décennies.

Les très riches deviennent encore plus riches, la classe moyenne perd de son influence et de son pouvoir d'achat, les très pauvres sont toujours pauvres, et les difficultés du système de santé, dans un pays pourtant très riche, demeurent importantes.

Avec la mondialisation, les industries, qui ont été pendant plusieurs décennies la source de revenus, ne permettent plus d'accéder au rêve américain. À Detroit, dans certains quartiers, on dirait que la guerre est passée par là. Certaines entreprises se délocalisent, remettant l'emploi en cause.

M. Trump a estimé que certains, aux États-Unis, étaient laissés pour compte et a proposé de résoudre le problème. Le programme qu'il propose plaît à beaucoup, mais pas à tout le monde. Selon certains analystes, c'est une catastrophe, mais la bourse fonctionne, et l'économie connaît une certaine croissance. C'est très dangereux pour la place des États-Unis dans le monde.

Les Américains ont toujours voulu jouer le rôle de défenseur de la démocratie. On peut les critiquer à bien des égards, mais on ne peut leur reprocher de manquer d'idéal. Or leur proposer de se détourner de leurs alliés, de renoncer à l'équité sociale, de déporter des gens, d'ériger des murs, constitue une régression.

Beaucoup aux États-Unis - intellectuels, étudiants - sont affligés de constater ce qui se passe. Les étudiants de Floride sont allés voir le gouverneur pour se plaindre de la politique en matière de vente d'armes en lui disant : « *Shame on you !* ».

Un mouvement de protestation est en train de naître pour dénoncer la dérive de certaines valeurs que les États-Unis ont toujours tenues comme importantes, celle d'une société civilisée où chacun à sa place et se sent en sécurité. Le second amendement de la Constitution, qui permet à chacun de détenir une arme personnelle, est maintenant considéré par d'aucuns comme mal interprété.

Les États-Unis sont en crise, et j'y vois autant de signes inquiétants que de signes très positifs, surtout parmi la jeunesse. Ils vont surmonter la crise mais, tout comme les Européens, ils ont pour cela du travail à faire !

De la salle - M. Bruno DAL - Les États baltes nous apportent de l'énergie à l'âme. La Lettonie m'apporte de l'énergie à l'âme depuis sept ans.

Quand mes amis lettons, que je n'avais pas revus depuis 1990, m'ont invité, en juin 2011, dans leur famille, j'ai découvert un des trois pays d'Europe qui a le taux de pauvreté le plus important mais une nation pleine de ressources et qui peut servir d'exemple pour l'Europe.

Ainsi, grâce à ManaBalss, la démocratie participative existe en Lettonie. Concrètement, à partir de seize ans, chaque citoyen letton peut déposer un projet de loi et être aidé pour le présenter. Dès que 10 000 concitoyens votent pour ce projet, celui-ci est soumis au vote du Parlement.

C'est un exemple pour toute l'Europe et pour le monde en matière de démocratie participative - et je sais que vous êtes très attachée à la démocratie.

Avec Liela Talka, 10 % des habitants de Lettonie, soit 200 000 personnes, ont retroussé leurs manches en 2012 pour ramasser, nettoyer, repeindre ce qui avait besoin de l'être. Cela m'a subjugué. C'est de la démocratie au quotidien, concrète.

Enfin, la vingt-sixième fête des chants et des danses aura lieu entre le 30 juin et le 8 juillet à Riga. Les pays baltes chantent, les pays baltes enchantent.

J'ai un rêve, celui que 100 communes françaises, pour le centenaire des pays baltes, puissent retransmettre en vidéo diffusion, dans des salles, des municipalités, la grande danse des 7 et 8 juillet. Il faut inviter la population à partager avec les Lettons cet événement extraordinaire !

Madame la Présidente, pensez-vous que cette culture du chant choral contribue à développer la démocratie et puisse améliorer le bien-être des personnes dans un pays et une cité ?

Mme Vaira VĪĶE-FREIBERGA - Vous avez répondu mieux que moi au thème que devait aborder mon exposé en citant des exemples concrets de ce que la Lettonie peut offrir à l'Europe. C'est bien plus convaincant lorsque c'est quelqu'un qui n'est pas Letton qui en parle !

Quant au chant choral, il a contribué énormément, au XIX^{ème} siècle, à développer le sens de la solidarité qui a servi plus tard à organiser l'État.

Lors des rencontres du Groupe de réflexion sur l'avenir de l'Union européenne, Kalypso Nicolaïdis, qui est à moitié française, à moitié grecque, disait qu'elle souhaiterait que les jeunes se rencontrent et chantent dans un festival européen autour du Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale « Démon ». Il me semble que ce serait en effet une belle idée !

Mme Céline BAYOU - Je remercie tous les intervenants pour la qualité de leur prestation.

Je remercie le Sénat et le groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes pour leur accueil, ainsi que les ambassades baltes pour leur participation très active à l'organisation de ce colloque.

Merci enfin aux participants pour leurs questions.

PROGRAMME DU COLLOQUE

13h⁴⁵
Accueil des participants

14h³⁰
Ouverture du colloque
Ouverture par **M. Gérard LARCHER**, Président du Sénat
Introduction par **M. Olivier HENNO**,
Président du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes

14h⁴⁵
TABLE RONDE « Racines politiques contemporaines »

MODÉRATEUR

M. Yves PLASSERAUD, Président du Groupement pour le Droit des Minorités

INTERVENANTS

M. Marek TAMM, Professeur d'histoire culturelle à l'Université de Tallinn,
L'Estonie entre les Empires : une perspective historique

M. Kęstutis GIRNIUS, Politologue, journaliste, historien et philosophe lituanien,
La Lituanie : une nation inattendue

M. Juris DREIFELDS, Professeur associé à l'Université de Brock (Canada), politologue,
La politique minoritaire de l'État letton 1920-2018

16h⁰⁰
Débat avec la salle

16h⁵⁰

TABLE RONDE « *Quels rôles dans l'Europe à venir ?* »

MODÉRATRICE

Mme Céline BAYOU, Rédactrice Estonie, Lettonie, Lituanie au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et chercheure associée au CREE (INALCO)

INTERVENANTS

M. Ramūnas VILPIŠAUSKAS, Directeur de l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de Vilnius,

Souveraineté dans un monde globalisé et économiquement intégré : le cas des États baltes

M. Siim KALLAS, ancien Premier ministre estonien et ancien Vice-président de la Commission européenne,

L'expérience estonienne et les évolutions de l'Europe

Mme Vaira VĪĶE-FREIBERGA, ancienne Présidente de la République de Lettonie (1999-2007), Présidente du World Leadership Alliance/Club de Madrid,

La contribution des États baltes à l'avenir de l'Europe

18h⁰⁰

Débat avec la salle

18h³⁰

Clôture du colloque

ANNEXES

ANNEXE 1 - PHOTOS DES TABLES RONDES

Première table ronde :

M. Marek TAMM, M. Juris DREIFELDS, M. Kęstutis GIRNIUS et M. Yves PLASSERAUD



Seconde table ronde :

M. Ramūnas VILPIŠAUSKAS, M. Siim KALLAS, Mme Vaira VĪĶE-FREIBERGA et Mme Céline BAYOU

ANNEXE 2 - OUVRAGES DU FONDS DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DES ARCHIVES DU SÉNAT

Présentation d'ouvrages du fonds de la Bibliothèque et des Archives du Sénat relatifs à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie, dans le Foyer Clemenceau lors du colloque



ANNEXE 3 - REPRODUCTIONS DE DOCUMENTS HISTORIQUES

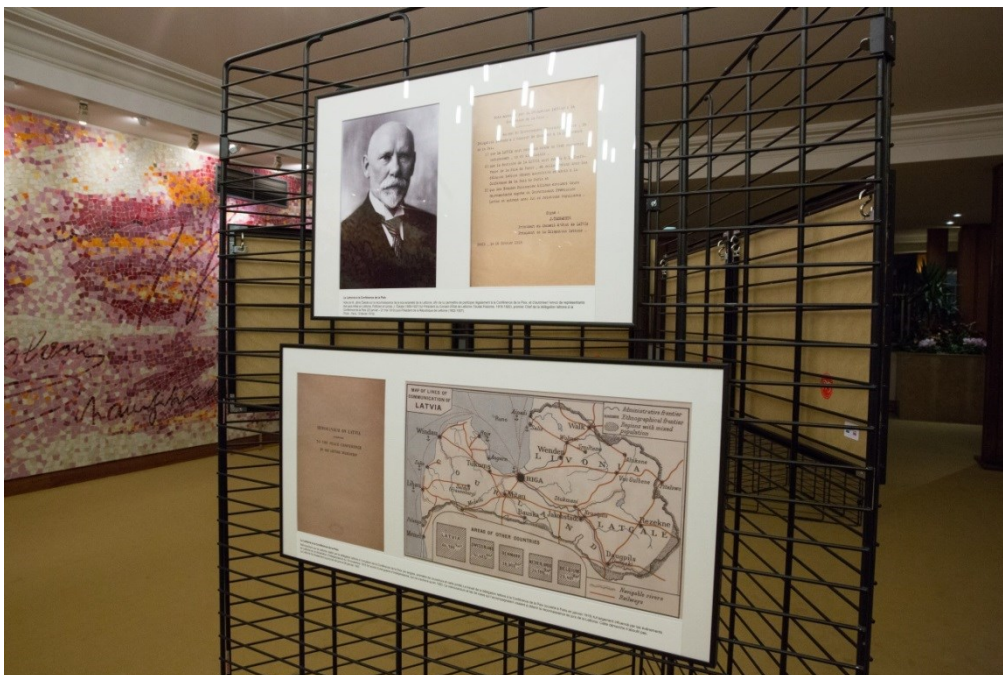
Présentation par les ambassades d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie de reproductions de documents historiques dans le Foyer Clemenceau lors du colloque

PANNEAUX PRÉSENTÉS PAR L'AMBASSADE D'ESTONIE



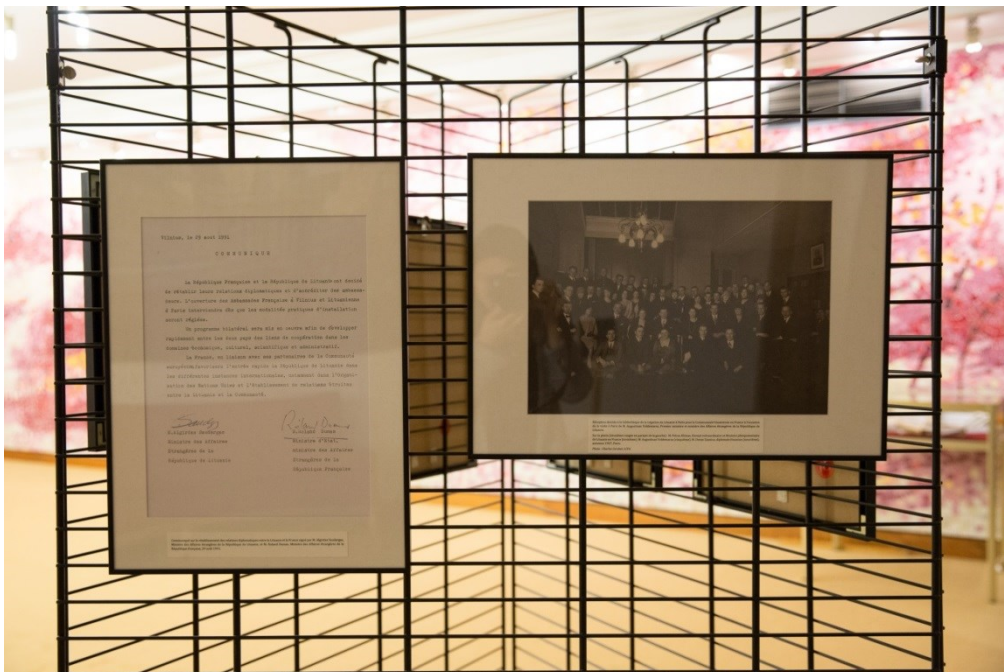


PANNEAUX PRÉSENTÉS PAR L'AMBASSADE DE LETTONIE





PANNEAUX PRÉSENTÉS PAR L'AMBASSADE DE LITUANIE





PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'EXPOSITION EN FOYER CLEMENCEAU



LÉGENDES DES PANNEAUX EXPOSÉS

ESTONIE

Documents des Archives nationales

PREMIER PANNEAU

a) En haut

1. À gauche

Reconnaissance *de jure* par la Conférence des Ambassadeurs de la République d'Estonie, le 26 janvier 1921, suite au courrier adressé au Conseil suprême allié par M. Aristide Briand, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de la République française, recommandant cette reconnaissance.

2. À droite

Liste des États ayant reconnu l'État estonien *de facto* et *de jure*.

b) En bas

Lettres de créance du premier Ambassadeur de France en Estonie, M. André Gilbert, présentées au chef de l'État de la République d'Estonie Konstantin Päts, en date du 20 mai 1921.

DEUXIÈME PANNEAU

a) À gauche

M. Kaarel Pusta, alors ministre des Affaires étrangères d'Estonie (1924-1925) sur la tombe du soldat inconnu, Paris, 1924. Arrivé en France dès 1918, c'est lui qui a eu la tâche d'amener le gouvernement français à reconnaître l'indépendance de l'Estonie.

b) À droite

Carte de circulation de M. Kaarel Robert Pusta (1883-1964), Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Estonie en France, 1926. M. Pusta avait présenté ses lettres de créance le 19 mai 1921 au Président de la République française, M. Alexandre Millerand.

TROISIÈME PANNEAU

a) En haut

Groupe d'élèves de dernière année du Lycée français de Tallinn, 1937. Dès 1921, l'Institut français d'Estonie tout juste créé propose au ministère estonien de l'Éducation de créer un lycée dans lequel le français sera enseigné comme première langue étrangère. Les cours y débutant le 1er octobre 1921.

b) En bas

Guerre de libération de l'Estonie (Vabadussõda, 1918-1920)

Durant cette période, les missions militaires françaises dans les trois États baltes ont joué un rôle essentiel, notamment en informant précisément le gouvernement français de la situation prévalant dans la région baltique.

À gauche : Le général français M. Ernest Etievant arrive sur le port de Tallinn, septembre 1919.

À droite : Chars français dans la cour de l'École de guerre de Tallinn, 1920. Ces chars légers Renault F 17, créés à l'initiative du colonel Estienne, sont les symboles de l'effort de guerre réalisé par la France entre 1914 et 1918 et ont permis dans une large mesure la victoire des Alliés sur les Empires centraux. À partir de l'été 1918, ils ont été disponibles en grand nombre.

LETTONIE

Documents des Archives du ministère des Affaires étrangères de la République de Lettonie

PREMIER PANNEAU - La Lettonie à la Conférence de la Paix**a) En haut**

Note de M. Jānis Čakste sur la reconnaissance de la souveraineté de la Lettonie, afin de lui permettre de participer légalement à la Conférence de la Paix, et d'autoriser l'envoi de représentants des pays Alliés en Lettonie. Politicien et juriste, J. Čakste (1859-1927) fut Président du Conseil d'État de Lettonie (Tautas Padome, 1918-1920), premier Chef de la délégation lettone à la Conférence de la Paix (23 janvier - 21 mai 1919) puis Président de la République de Lettonie (1922-1927). Photo : Paris, 10 février 1919.

b) En bas

Mémoire sur la Lettonie, établi par la délégation lettone à l'occasion de la Conférence de la Paix (en anglais, première de couverture et carte jointe).

Le travail de la délégation lettone à la Conférence de la Paix (ouverte à Paris en janvier 1919) fut largement influencé par les événements en Lettonie où la déclaration d'Indépendance du 18 novembre 1918 fut suivie d'une guerre d'Indépendance, qui ne s'acheva qu'en 1920. Ce mémorandum et les 34 notes qui l'accompagnaient visaient à obtenir la reconnaissance de jure de la Lettonie. Cette démarche n'aboutit pas. La Lettonie fut finalement reconnue *de jure* le 26 janvier 1921.

DEUXIÈME PANNEAU

a) À gauche - L'idée de la Lettonie en tant que pays

Successivement Ambassadeur en Italie, en France, en Pologne, en Belgique et Consul à Kaliningrad, M. Miķelis Valters (1874-1968) fut l'un des premiers à évoquer la Lettonie en tant que pays. À la fin de 1903, il publia une tribune dans *Prolétarien*, le journal de l'Union social-démocrate en Suisse, appelant à l'indépendance des régions périphériques de l'Empire russe, avec comme slogan « Non à l'autocratie, non à la Russie ». Décédé le 27 mars 1968, il est enterré à Nice (Photo : 1903).

b) À droite - Diplomates lettons à Paris après la reconnaissance de jure de la Lettonie en 1921

En bas à droite de la photo : M. Miķelis Valters, Représentant diplomatique à Rome, M. Zigfrīds Anna Meierovics, Ministre des Affaires étrangères, M. Jānis Lazdiņš, Directeur du bureau du ministre des Affaires étrangères.

En haut à droite de la photo : M. Oļģerds Grosvalds, membre de la délégation du Gouvernement letton à Paris, M. Georgs Bisenieks, Représentant diplomatique à Londres, et M. Jānis Tepfers, conseiller du ministre des Affaires étrangères. (Photo : Paris 27 - 30 janvier 1921).

TROISIÈME PANNEAU

a) À gauche - Le personnel de l'Ambassade de Lettonie à Paris

Le personnel de l'Ambassade de Lettonie à Paris, rassemblé autour de M. Vilis Šūmanis, Ambassadeur d'octobre 1926 à juillet 1933.

b) À droite - Exposition sur l'art letton, à Paris

Le Président de la République française, M. Albert Lebrun, et l'Ambassadeur de Lettonie en France, M. Oļģerds Grosvalds, visitent ensemble l'exposition sur l'art letton, présentée au musée du Jeu de Paume à Paris du 27 janvier au 28 février 1939. Sur le mur, une œuvre du peintre Jāzeps Grosvalds (1891-1920), frère de l'Ambassadeur.

LITUANIE

Documents de l'Auswärtiges Amt, Politisches Archiv

PREMIER PANNEAU

a) À gauche

M. Petras Klimas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lituanie en France, se rend en calèche à la cérémonie solennelle de remise des lettres de créance au Président de la République française Gaston Doumergue, 17 juillet 1925, Paris.

b) À droite

Le Haut-commissaire G. Petisné dans son cabinet de travail avec le colonel M. Chardigny, Président de la Commission de contrôle de la Société des Nations, 1921-1922, Memel (Klaipėda).

DEUXIÈME PANNEAU

a) À gauche

Communiqué sur le rétablissement des relations diplomatiques entre la Lituanie et la France signé par M. Algirdas Saudargas, ministre des Affaires étrangères de la République de Lituanie, et M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères de la République française, 29 août 1991.

b) À droite

Réception donnée à la bibliothèque de la Légation de Lituanie à Paris pour la Communauté lituanienne en France à l'occasion de la visite à Paris de M. Augustinas Voldemaras, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République de Lituanie.

Sur la photo (deuxième rangée en partant de la gauche) : M. Petras Klimas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lituanie en France (troisième), Mme Matilda Voldemarienė, épouse de Augustinas Voldemaras (quatrième), M. Augustinas Voldemaras, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République de Lituanie (cinquième), M. Dovas Zaunius, diplomate lituanien (neuvième), M. Kajetonas Dobkevičius, conseiller commercial à la Légation de Lituanie à Paris (dixième), automne 1927, Paris.

TROISIÈME PANNEAU

a) À gauche

M. Petras Klimas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lituanie en France, dépose une couronne de fleurs sur la tombe du soldat inconnu, 18 juillet 1925, Paris.

b) À droite

M. Oscar Milosz, Ministre résident et Conseiller de la Légation de Lituanie à Paris, célèbre poète franco-lituanien, M. Petras Klimas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lituanie en France, signataire de la déclaration d'Indépendance de la Lituanie du 16 février 1918, et M. Stasys Girdvainis, Secrétaire de la Légation de Lituanie à Paris, lors de la cérémonie de remise des lettres de créance au Président de la République française Gaston Doumergue, 17 juillet 1925, Paris.